

Peinture

Le nouveau Saint-Pierre. Il n'aura fallu que quelques mois au peintre Georges Saint-Pierre pour passer de l'indigence à la prospérité, avec l'aide de son énigmatique ami Miram.

arts, C-4

Le Soleil, Jean Vallières

Cinéma

"Coffin" n'est pas mort...!

arts, page C-1



Théâtre

Histoires d'hommes

Après les femmes, des hommes décident de parler de leurs histoires, au théâtre. "Roméo et Julien" est une tentative dans ce sens, mais il n'y sera question ni d'histoires de taverne ni d'homosexualité. Une première au Québec, croient les auteurs Raynald Robinson et Jacques Girard.

arts, page C-3

la galerie du meuble
SOLDE BI-ANNUEL

LE SOLEIL

REMY BEAULIEU & ASSOCIES
 DOCTEURS EN OPTOMETRIE
 376, du Roi, suite 308. Tél.: 524-8417
 (En haut Société des Alcoolés)

LIVRAISON A DOMICILE (6 JOURS) \$1.60 106 PAGES 9 CAHIERS QUEBEC, SAMEDI 9 FEVRIER 1980 84e ANNEE, No 38 GASPE - PERCE - ILES-DE-LA-MADELINE - ABITIBI 60¢ QUEBEC 50¢

le point
 par gilles lesage

Qui est le meilleur hamburger?

Plus que jamais auparavant, les chefs de partis se mettent en marché, en boîte de conserve, un oeil sur le dernier sondage, l'autre sur la manchette du téléjournal ou du "National" de Radio-Canada.

Plus que jamais, MM. Trudeau et Clark se soumettent corps et biens aux spécialistes du marketing, qui peuvent vendre aussi bien un savon qu'une auto ou un Big Mac. Qui est le meilleur hamburger?

Voyez M. Trudeau. L'incorrigible frondeur de 1968, qui sautait dans les piscines et lançait la trudeaumanie à vive allure, n'est plus que l'ombre de lui-même. Lui qui se moquait des stratèges et tacticiens leur est soumis cet hiver comme un enfant de choeur. Devenu presque invisible, il pratique l'esquive à merveille, au point que M. Clark le compare au célèbre reclus Howard Hughes, qui s'entourait d'un halo mystérieux et troublant.

Lui qui était la spontanéité incarnée et dont les traits d'esprit faisaient les délices des journalistes en est réduit à lire platement des textes écrits par d'autres et à buter sur des mots anodins. Le plus étrange de cette campagne irréaliste, c'est qu'elle marche. Moins M. Trudeau se montre, plus il est populaire, comme une ombre fascinante. Il ne veut pas sortir de sa cachette, en dépit des provocations de M. Clark, qui en a un impératif besoin comme de sa cible préférée.

Ce sont les stratèges libéraux qui n'ont pas voulu d'un débat télévisé, sous prétexte que les médias voulaient le transformer en conférence de presse amplifiée. "Le processus électoral concerne essentiellement les politiciens et la population, a rationalisé M. Trudeau; ce sont les leaders qui doivent décider des questions qu'ils doivent se poser entre eux, parce que ce sont eux qui ont été élus, non les médias." Aussi, ces derniers ont la portion congrue et un journaliste va jusqu'à se réjouir d'avoir pu dire "bonjour" à M. Trudeau, sur l'avion de tournée ou il s'isole comme dans une cloche de verre. Le chef libéral se montre et sourit juste le temps qu'il faut pour avoir la manchette du soir, puis il rentre dans sa tanière.

A la télévision, M. Trudeau est vu et entendu au Québec, dont il demeure l'enfant chéri; mais en anglais, on met l'accent sur l'équipe et le parti. Ainsi le veulent les stratèges: pas de vagues, pour faire oublier la vieille arrogance et ne

(Suite à la page A2, 2e col.)

les élections du 18 février

Principales promesses des quatre "grands partis"

pages B-3 à B-5

Budgets des commissions scolaires
Parizeau découvre un "trou" de \$500 millions



L'aide au Cambodge

Pour faire le point sur l'aide apportée au Cambodge depuis quelques mois, André Dionne a rencontré René Lacoste, directeur des projets à Développement et Paix. Lacoste s'est rendu dans ce pays en décembre. Il nous parle des formes diverses de l'aide et des obstacles auxquels se bute son acheminement.

dossiers, page B-2

par Claude VAILLANCOURT

Le vérificateur général du Québec, à la demande expresse du Conseil du trésor, fouille présentement les livres d'une dizaine de commissions scolaires québécoises et scrute tout aussi attentivement les méthodes de contrôle financier du ministère de l'Éducation.

Cette enquête, commandée par le grand argentier du Québec, le ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, a pour but d'expliquer et de vérifier les constatations du Conseil du trésor, selon lesquelles il existe un écart de \$500 millions entre les crédits alloués durant cinq ans aux commissions scolaires et les dépenses réellement effectuées.

D'une façon générale, le vérificateur doit examiner si la clientèle

scolaire déclarée depuis 1976 pour les fins de subventions correspond réellement au nombre d'enseignants en classe, si le nombre d'enseignants correspond aux besoins réels et aux ratios prévus, si les professeurs sont bien classés dans les échelles de répartition et si le ministère de l'Éducation est en mesure de contrôler ces données.

Le vérificateur général a jusqu'au 25 février pour produire cet important rapport parce que le ministre des Finances, informé d'une telle éventualité, au début du mois de décembre, tient mordicus à régler, dans son prochain budget, ce "manque à gagner appréhendé". Il ne veut évidemment pas recourir à un emprunt gouvernemental pour acquitter cette facture qui surpasse de beaucoup la marge de

(Suite à la page A2, 5e col.)

La CEQ décrète le vote général

par Claude VAILLANCOURT

Le conflit dans le secteur de l'enseignement tiendra définitivement les gens en haleine jusqu'à la toute dernière minute.

Hier encore, malgré un optimisme dégaïté la veille par suite des propos tenus par le président de la Centrale de l'enseignement du Québec, M. Robert Gaulin, nul ne pouvait parier sur l'issue des négociations. Et encore moins sur une date possible de reprise des cours.

Ainsi, le gouvernement du Québec a finalement déposé toutes ses offres aux enseignants mais la partie syndicale, du premier coup d'oeil, les juge complètement inacceptables. Les présidents de chacun des syndicats d'enseignants de la CEQ, flanqués de leurs principaux conseillers, se réunissent aujourd'hui pour décider de la recommandation qu'ils formuleraient aux 65.000 enseignants francophones et 5.000 titulaires anglophones intéressés par ces pourparlers.

Ces derniers, selon toute éventualité, se prononceront sur ces propositions dans les tout premiers jours — possiblement demain pour plusieurs d'entre eux — de sorte que leur vote témoignera du degré de mobilisation envers les demandes syndicales et du niveau de satisfaction vis-à-vis des pourparlers intensifs qui se mènent depuis deux semaines dans la Vieille Capitale.

Un vote en faveur des offres de l'Etat réglerait le problème en bonne partie — les autres dossiers de négociation ne sont pas fermés — mais un refus obligerait le gouvernement à reprendre tout le dossier à fond à moins qu'il ne décide de recourir, sans autre délai, à une loi spéciale ordonnant le retour au travail des salariés de l'éducation et décrétant leurs conditions de vie pour les prochaines années.

Dans un tel cas, le chef négociateur du gouvernement a annoncé clai-

(Suite à la page A2, 1re col.)

Les libéraux en avance de 17 points sur les tories

Un sondage fait par la maison Gallup entre les 31 janvier et 2 février 1980 révèle que les libéraux ont une avance de 17 points sur les conservateurs dans les préférences des électeurs en vue du scrutin du 18 février prochain.

Ce sondage révèle en effet que le Parti libéral est le choix de 48 pour 100 des électeurs décidés, comparativement à 31 pour 100 pour les conservateurs, 20 pour 100 pour le NPD et 2 pour 100 pour les autres partis, ce qui comprend le Crédit social.

Par ailleurs, les résultats du sondage fait auprès de 2.059 personnes interviewées à la maison révèle que 10 pour 100 des électeurs sont encore indécis ou ont refusé de répondre; si l'on tient compte de cette catégorie d'électeurs, les libéraux recueillent 43 pour 100 des intentions de l'électorat total, les conservateurs 28 pour 100, le NPD 18 pour 100 et les autres partis 2 pour 100.

Lors de la dernière élection, les libéraux ont obtenu 40 pour 100 du vote, les conservateurs 36 pour 100 le

NPD 18 pour 100 et les autres partis 6 pour 100.

Les résultats du présent sondage sont très voisins des sondages effectués par Gallup chaque mois depuis novembre 1979 (voir tableau).

Rappelons aussi que ce sondage est très voisin des sondages récents effectués pour les stations de télévision CBC et CTV à la même période. Selon le sondage de CBC, les libéraux obtiendraient la faveur de 47 pour 100 des électeurs décidés, contre 30 pour 100 pour les conservateurs, 19 pour 100 pour le NPD et 4 pour 100 pour les autres partis; le sondage de CTV donnait les résultats suivants: 48 pour 100 pour les libéraux, 33 pour 100 pour les conservateurs, 17 pour 100 pour le

(Suite à la page A2, 5e col.)

En éditorial, Marcel Pépin commente le plus récent sondage Gallup qui rétrécit les chances des conservateurs.

page A-6

sondage gallup

Résultats de l'élection du 22 mai 1979 et des sondages Gallup depuis cette date

	Parti conservateur	Parti Libéral	N.P.D.	Autres partis
Résultats de l'élection du 22 mai 1979	36%	40%	18%	6%
Sondages Gallup (excluant les indécis)				
Jun 1979	38	40	18	4
Juillet	35	43	20	3
Août	37	40	20	4
Septembre	37	41	19	3
Octobre	37	42	19	3
Novembre	28	47	23	2
Décembre	27	47	23	3
Janvier 1980	28	49	20	2
31 janv.-2 février	31	48	20	2

L'horaire des sports à la télé

page D-4

Chlore = danger

Le chlore est un des produits chimiques les plus importants et aussi un des plus dangereux. Claude Tessier nous parle de ce "compagnon dangereux".

page B-6

Télé Médic

Les médecins n'allaient plus à la maison. Mais voici qu'ils y retournent, le stétoscope dans une main, la "castonguette" dans l'autre. Ces commandos d'une médecine chronométrée et impersonnelle commencent à se constituer en chaîne à travers le Québec. Roger Bellefeuille a passé quelques heures en leur compagnie et vu à quel point on les accueille quand même avec soulagement.

dossiers, page B-1

Un bon rat

HALMSTAD, Suède (Reuter) — Un rat de belle taille qui avait élu domicile dans le sous-sol d'une maison d'Halmstad a sauvé la vie jeudi en plein nuit du couple âgé vivant dans cette maison où un incendie s'était déclaré.

Le tapage fait par le rat pour ronger la porte du sous-sol et fuir l'incendie a réveillé le couple qui a pu ainsi échapper aux flammes. Plus de pièges et de poison désormais pour l'animal qui est nourri en plus d'être logé par les locataires reconnaissants.

sommaire

Annonces classées	G-1 à G-20
	H-2 à H-6
Arts et spectacles	C-1 à C-9
Bandes dessinées	H-7
Bridge	G-19
Carrières et professions	E-4 à E-12
Décès	H-9
Echecs	H-4
Economie-finances	D-7 à D-10
Feuilleton	G-4
Habitat	A-9 à A-11
Horoscope	H-6
La bonne chère	E-2 et E-3
Monde	H-1 à H-8
Mot mystère	H-2
Mots croisés	H-3 et G-2
Où aller à Québec	C-8
Pages documentaires	B-1 et B-2
Patron	G-18
Sciences	B-6
Sport	D-1 à D-6
Télévision	C-9
Tourisme	F-1 à F-7

météo
 Ensoleillé avec passages nuageux, max. moins 4. Demain, peu de changement.

détails en page H-2

La CEQ décrète...

(Suite de la première page)
rement son intention de recommander des conditions de travail inférieures à celles soumises aux syndicats à l'occasion du prochain vote.

Les gens sont nerveux

La prudence est de mise partout et davantage dans les conversations que les penseurs de la négociation — tant patronaux que syndicaux — tiennent avec les journalistes.

Ces derniers sont eux aussi sur les dents. Pendant plusieurs heures hier, à titre d'exemple, ils ont dû vérifier et contrevérifier les informations qu'on leur donnait sur le déroulement de la négociation. Et cela allait jusqu'à faire préciser aux négociateurs le sens qu'ils donnaient au mot "dépôt", la définition variant d'un côté à l'autre. Ces craintes journalistiques sont de mise. Leurs textes sont scrutés à la loupe et les réactions ne tardent pas à venir quand cela ne fait pas l'affaire.

À Québec, à Chicoutimi et à Montréal, par exemple, des enseignants se sont rendus manifester devant les studios de la société Radio-Canada par suite de leur désaccord sur la teneur d'une nouvelle diffusée la veille au téléjournal Au Saguenay-Lac-Saint-Jean. La CEQ régionale, appuyée en cela par le Conseil central de la CSN, organise le boycottage du quotidien régional, insatisfait du contenu des éditoriaux.

Le premier ministre, M. René Lévesque, n'échappe pas lui aussi aux manifestations de mécontentement. Hier, à Chicoutimi, quelque 400 professeurs l'ont hué à l'occasion d'une assemblée préréférendaire.

Le "décret négocié"

Mais de tous les intervenants au dossier, le négociateur en chef de l'Etat et de ses partenaires, Me Lucien

Bouchard a été sans contredit le plus volubile, en ce vendredi.

Dans une conférence de presse tenue immédiatement après la finalisation du dépôt des offres de l'Etat, le responsable de la négociation a confié que les enseignants devaient maintenant prendre leurs responsabilités.

"Je pense que nos offres sont acceptables, a dit Me Bouchard, et si les enseignants sont responsables, ils les accepteront sans quoi ce sera un décret."

"Les enseignants doivent savoir, a poursuivi Me Bouchard, qu'ils ne peuvent rejeter une proposition négociée et bénéficier toujours des "meilleures offres" sans un décret. On a tenté, dans ces propositions, d'améliorer le climat de travail dans les écoles et il faut que les enseignants sachent qu'ils n'auront pas un décret négocié."

Il est d'avis qu'un décret "c'est une catastrophe" et qu'il faut faire tous les efforts pour en arriver à une entente négociée.

Le chef négociateur du gouvernement a par ailleurs apporté de mauvaises nouvelles en ce qui concerne les employés généraux de commissions scolaires et de cégeps. Il s'est même dit "désespéré" sur la tournure du dossier et dans ce cas, un décret semble inévitable.

Il croit aux chances d'un règlement à court terme pour les employés professionnels du secteur de l'éducation et conclut que le dossier des professeurs de niveau collégial progresse.

Rappelons que les présidents des syndicats d'enseignants de commissions scolaires se réunissent, à compter de 19h, ce soir, à Montréal, pour décider de la marche à suivre dans le dossier.

Une "découverte" qui n'est pas reliée aux négociations

par Claude VAILLANCOURT

"Il n'y a aucun lien entre l'attitude du gouvernement à la table de négociations des enseignants et les "découvertes" du Conseil du trésor sur les dépenses des commissions scolaires."

C'est la mise au point formelle qu'a tenu à faire au SOLEIL un représentant du grand argentier de l'Etat, le ministre Jacques Parizeau, au moment où le journal a eu vent de cette affaire.

Ainsi, a expliqué le porte-parole, le gouvernement avait déjà déposé ses offres salariales aux employés de l'Etat quand le conseil s'est rendu compte de la possibilité

réelle d'un écart de \$500 millions entre les crédits alloués durant cinq ans aux commissions scolaires et les dépenses réellement effectuées. Le gouvernement a terminé le dépôt de ses offres salariales vers le 21 novembre et le "trou" a été constaté à la toute fin du mois alors qu'on préparait le prochain budget", a spécifié l'interlocuteur du SOLEIL.

D'aucuns auraient pu imaginer que le gouvernement et son responsable des finances auraient voulu récupérer ces sommes à même les traitements à négocier avec le corps professoral et les employés généraux ou professionnels. "Il en est nullement question" a rétorqué le porte-parole gouvernemental.

De Bellefeuille Un "oui" voudrait dire indépendance

TORONTO (d'après PC) — Une victoire du oui au référendum québécois sera interprétée par le Parti québécois comme une approbation du principe de la souveraineté-

association. "Nous ne cachons rien, c'est l'indépendance".

C'est ce qu'a déclaré, hier, M. Pierre De Bellefeuille, député parlementaire du ministre des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin.

M. De Bellefeuille a fait cette déclaration lors d'un débat devant le Barreau canadien, auquel participait M. Marc Lalonde, ministre responsable des relations fédérales-provinciales dans l'ancien gouvernement Trudeau.

M. De Bellefeuille, lui, affirme que la question est sans détour. Il a ajouté que la souveraineté signifiait une indépendance politique et en même temps une association économique avec le reste du Canada.

Me Reynold Langlois, qui présidait la commission de rédaction de la position constitutionnelle du Parti libéral québécois, s'est dit heureux de cette déclaration.

"C'est la première fois qu'un membre du gouvernement péquiste précise qu'un vote positif signifie l'approbation du principe de la souveraineté-association."

(Suite de la première page)

Qui est le...

pas réveiller le sentiment anti-Trudeau.

C'est un robot parcimonieux et "gratteux" que les libéraux mettent en marche et que les Canadiens s'approprient à plébisciter.

A l'inverse, M. Clark se débat comme un diable dans l'eau bénite pour se refaire une image, son grave souci. Le chef tory admet lui-même que, s'il est battu, ce sera à cause de cette satanée image. L'accusateur devenu accusé se fait modeste et humble, reconnaît ses erreurs devant des électeurs qui ne pensent qu'aux promesses non tenues, parle peu des libéraux mais beaucoup de M. Trudeau, qui fait le mort. Lui aussi fait de son mieux pour fournir ses deux capsules télévisées par jour, l'une en français, l'autre en anglais, tentant de défaire de l'image de fadeur et d'insipidité qui lui colle à la peau.

L'un de ses "gentils organisateurs" de tournée (semblables aux G.O. des Clubs Med) dit même cyniquement: "L'important, c'est de projeter une bonne impression de

notre tournée, que tout donne une allure d'efficacité au parti et que nous n'ayons pas l'air inquiets."

Jusqu'à M. Broadbent qui est assis entre deux chaises: celle de l'image, aussi superficielle que ses adversaires, et celle de la substance, des débats de fonds que souhaitent ses militants. Comme les deux autres, le chef néo-démocrate survole le Canada en DC-9 et dépense \$1,4 million pour la publicité, surtout télévisée. Toutefois, tandis que M. Clark y attaque M. Trudeau, et vice versa, M. Broadbent est la vedette sans fard de ses propres messages. Mais, comme les deux autres, il se promène en traineau à chien pour les besoins de la télé.

Enfin, le chef créditiste, M. Roy, s'est rendu dans l'Ouest, non pas pour y gagner des votes, mais pour se donner une stature "nationale" et accroître ses chances de passer au téléjournal de 22h30.

Le combat des chefs? C'est plutôt celui des stratèges et des tacticiens: lequel a le meilleur savon pour le 18?

LA QUOTIDIENNE
(tirage de vendredi)
8-0-9

MINI LOTO
695,640

LOTO 6/36
1-3-7-20-24-36
Complémentaire 33

LE SOLEIL
SERVICE AUX ABONNÉS (TIRAGE)
647-3333 Lundi au vendredi: 8h30 à 19h30
Samеди: 9h00 à 13h00

RENSEIGNEMENTS 647-3233
REDACTION 647-3394

LE SOLEIL, fondé en 1896, est imprimé au numéro 390, rue St-Vallier est, Québec, G1K 7J6, par Le Soleil Limitee. Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1206.

REALISATION de JEAN-CLAUDE DE NEUVILLE



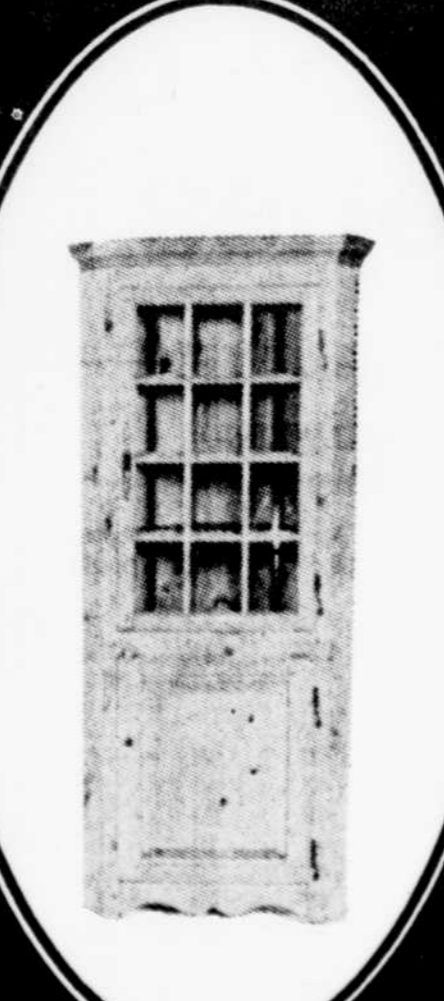


COIFFURE
1071, AVENUE des ERABLES
Québec

Coupe et mèches-soleil sans mise en forme

Le TUB est ouvert du mardi au vendredi. Le dernier rendez-vous est à 18h30 tous les soirs. 647-1836

L'ENCOIGNURE



1360, Notre-Dame
Ancienne-Lorette - 871-3121

Livraison gratuite dans toute la province. Dépliant illustrant une partie de la collection de plus de 200 meubles québécois et canadiens d'inspiration traditionnelle signés.

Le Bahutier
disponible gratuitement sur demande postale.

Mobilier contemporain et accessoires de décoration d'appoint: lampes, carreaux, peintures, etc.

Buffet vitré de coin
Inspiration traditionnelle
24" x 24" x 72" haut
\$695

Parizeau découvre...

(Suite de la première page)
manoeuvre financière que s'alloue le gouvernement du Québec.

Selon les informations que le Conseil du trésor a confirmées au SOLEIL cette semaine, ce "trou" dans les allocations fournies au budget de fonctionnement des commissions scolaires a été constaté lors de la période de préparation du budget gouvernemental. Celle-ci est en cours depuis le début du mois de novembre.

Pour confectionner un budget, le ministre des Finances et ses acolytes doivent s'appuyer sur les états financiers des commissions scolaires. En raison du nombre considérable d'administrations scolaires (un peu plus de 250) et du système fort complexe et surtout très long de comptabilisation, de normalisation et de vérification des états financiers des commissions scolaires, il faut utiliser les livres comptables de trois années antérieures pour prévoir les dépenses d'une année scolaire. Pour le budget de l'année financière 1980-1981, le ministre Parizeau doit s'appuyer sur les données financières de l'année scolaire 1977-1978.

Or, en comparant les chiffres des administrations scolaires depuis 1976, un fonctionnaire du Conseil du trésor a constaté un taux d'augmentation soudain de dépenses non prévues ou, si vous préférez, un taux de croissance trop élevé par rapport aux prévisions.

Les libé...

(Suite de la première page)
NPD et 4 pour 100 pour les autres partis.

Gallup ne publie pas de résultats au niveau des provinces, mais la firme a donné les indications suivantes: Les libéraux mènent en Ontario et dans les Maritimes alors qu'ils furent deuxième dans ces régions lors du dernier scrutin. Les libéraux ajoutent dix points à leur avance au Québec, où ils ont obtenu 62 pour 100 du vote le 22 mai dernier, et les néo-démocrates y font un léger gain, d'où un recul des conservateurs et du Crédit social. Dans les quatre provinces de l'Ouest, les libéraux ont amélioré légèrement leur situation par rapport au vote du dernier scrutin.

Ce sondage a été fait entièrement dans les jours qui ont suivi la révélation du rôle joué par l'ambassade du Canada en Iran dans l'évasion de six Américains. On constate donc que si cette prouesse des diplomates canadiens en poste à Téhéran a eu un effet sur la campagne, elle a tout au plus fait monter la cote des conservateurs de trois points, comparativement au résultat du sondage précédent tenu en janvier.

En fouillant davantage, on s'est aperçu que, pour payer les dépenses admissibles des commissions scolaires, il faudrait ajouter \$20 millions aux sommes consacrées en 1976-1977, \$20 millions encore pour l'année financière 1977-1978 et \$100 millions à chacune des deux années suivantes. Pour le budget de 1980-1981, il faudrait ajouter \$250 millions au budget anticipé. Au total, de 1976 à 1981, c'est \$500 millions qu'il faut ainsi payer. Un grave problème, c'est de savoir où le ministre prendra les fonds requis.

Informé de cette histoire abracadabrante, le ministre Jacques Parizeau ordonnait le 21 décembre une enquête profonde par le vérificateur général des comptes du Québec.

Le ministère de l'Éducation et dix commissions scolaires, choisies au hasard, sont l'objet des recherches du vérificateur général.

Celui-ci doit vérifier:

1 — la conformité, l'authenticité et l'intégralité des informations portées aux états financiers de ces commissions scolaires pour les années scolaires 1976-77, 1977-78 et 1978-79 ainsi qu'aux formulaires prescrits par le ministère de l'Éducation aux fins de la normalisation des états financiers relativement aux fonds d'opérations courantes, tant en ce qui concerne l'imputation des dépenses qu'en ce qui a trait à l'imputation des effectifs enseignants et au recensement et à la classification de la clientèle;

2 — la valeur des méthodes de normalisation des états financiers préconisées par le ministère de l'Éducation, y compris la grille de répartition des enseignants selon leur scolarité et leur expérience ainsi que la fiabilité de l'application qui en est faite tant dans ces commissions qu'au ministère.

Le vérificateur doit soumettre au conseil, le cas échéant, les données redressées des états financiers et des formulaires de normalisation des commissions scolaires pour les années en cause et formuler toute remarque ou recommandation pour pallier aux lacunes constatées dans sa vérification.

Pour répondre au mandat du Conseil du trésor, le vérificateur a dépêché un nombre impressionnant d'experts comptables qui, à la grande surprise et parfois même à l'indignation de certaines commissions scolaires, tâchent de démêler cette histoire.

Le Conseil du trésor ménage ses commentaires pour l'instant et il attend patiemment les résultats de l'enquête du vérificateur général.

"Dans la perspective où nos appréhensions sont confirmées, le ministre des Finances fera connaître dans son budget, à la reprise de la session parlementaire, les mesures qu'il compte prendre pour combler ce manque à gagner" a fait savoir le conseil.

Une association profitable pour tous...

GASTON Levesque INC. et RCA

FONT LA PAIRE!

Gaston Lévesque et RCA font équipe... dès maintenant, vous pouvez vous procurer les produits RCA suivants chez Gaston Lévesque: téléviseurs noir et blanc, télécouleurs et appareils "Sélecta-Vision". Oui, voilà une association profitable pour vous! L'événement valait d'être souligné, voici quelques photos prises à l'occasion d'une rencontre qui a eu lieu dernièrement.



Assis: MM. Raymond Glazer, vice-président RCA, division de Québec, et Gaston Lévesque, président de Gaston Lévesque Inc. Debout, de gauche à droite: MM. Marcel Lévesque, directeur de la publicité; Claude Lachance, directeur des ventes RCA pour l'Est du Québec; Rosario Lévesque, vice-président de Gaston Lévesque Inc.; Maurice Lugnet, directeur du crédit RCA pour l'Est du Québec; Raymond Jalbert, représentant RCA, division de Québec; Claude Gagné, directeur des ventes chez Gaston Lévesque Inc., et Yvan Cayouette, contrôleur chez RCA.



Remise officielle du certificat concrétisant l'entente entre RCA et Gaston Lévesque Inc.



Une cordiale poignée de mains qui scelle l'entente!

L'URSS réduirait ses effectifs en Afghanistan à la fin du mois

(D'après AP, UPI et NYTNS) — Pendant que les États-Unis, hier, faisaient mention d'une importante activité militaire soviétique à la frontière irano-afghane, l'Union soviétique informait des "tiers" qu'elle avait l'intention de procéder à une réduction substantielle de ses effectifs en Afghanistan, vers la fin du mois.

Les officiels américains ont cependant indiqué que les autorités soviétiques n'avaient pas officiellement informé les États-Unis par la voie diplomatique d'usage.

Cette information, dont les sources n'ont pu être identifiées, pourrait signifier le début d'une "offensive de paix" de l'URSS, ont déclaré les officiels américains. Dans la capitale fédérale américaine, on ne dispose d'aucune indication sur l'importance des effectifs soviétiques qui seraient retirés d'Afghanistan.

Par ailleurs, le département d'État américain a fait mention hier d'une "importante activité" parmi les unités militaires soviétiques stationnées le long de la frontière nord-ouest, de l'Iran, et a mis en garde le Kremlin

contre un assaut de l'autre côté de la frontière.

Le porte-parole du département d'État a vite précisé "qu'il n'y avait aucune indication pour le moment que ces forces se préparaient à intervenir militairement en Iran". Il s'agirait plutôt d'opérations d'entraînement et de mouvements de troupes dans la région.

M. Hodding Carter a ajouté que les États-Unis "suivaient attentivement l'évolution de la situation" même si rien n'indiquait que les Soviétiques s'approprient à répéter en Iran le geste déjà posé en Afghanistan.

"Nous considérons une attaque du territoire iranien comme une violation des droits internationaux", a continué M. Carter. "Les États-Unis ont fait savoir, en maintes occasions, leurs préoccupations au sujet de l'intégrité territoriale de l'Iran et ces déclarations sont aussi vraies aujourd'hui qu'elles l'étaient dans le passé".

Le président Carter a promis de défendre la région vitale des approvisionnements de pétrole "par tous les

moyens nécessaires, y compris la force militaire".

Au sujet de l'importance des troupes soviétiques le long de la frontière irano-afghane, le porte-parole du département d'État n'avait pas de chiffres à fournir. Il a cependant comparé la situation actuelle à celle qui prévalait à la frontière soviéto-afghane au cours des mois d'août et septembre derniers. Les effectifs sont toutefois de beaucoup inférieurs à ceux des semaines précédant l'intervention en Afghanistan.

D'autre part, une flottille de 10 navires militaires soviétiques serait sur le point de rejoindre d'autres bateaux russes dans la mer d'Arabie, où la flotte américaine est déjà en place.

Sanctions

Plusieurs pays asiatiques ont gelé les ententes économiques conclues avec l'URSS dans le but de protester contre l'intervention soviétique en Afghanistan.

Le Japon, qui a déjà annoncé son intention de boycotter les Jeux de

Moscou, a gelé les crédits de plus d'un milliard quatre cents millions de dollars qu'il gardait pour des échanges économiques avec l'Union soviétique.

En Nouvelle-Zélande, le premier ministre Robert Muldoon a menacé de fermer l'ambassade russe à moins que les Soviétiques ne cessent de rechercher clandestinement des appuis dans son pays.

La Malaisie islamique a coupé, pour sa part, toutes relations diplomatiques avec le gouvernement prosoviétique de l'Afghanistan.

La France

La France ne s'alignera pas "inconditionnellement" sur les États-Unis dans l'affaire afghane car elle "ne veut pas contribuer à un réveil de la guerre froide en adoptant une attitude extrême", a déclaré hier M. Raymond Barre, qui se trouve en visite privée aux États-Unis.

D'ailleurs la France n'enverra pas de représentant à la réunion de Bonn où ont été invités, par M. Cyrus Vance, quelques pays européens.



C'est non sans amertume que l'ancien président de la Ligue nationale de hockey, M. Clarence Campbell, a quitté hier le palais de justice de Montréal après avoir été trouvé coupable de conspiration pour verser un pot-de-vin.

Sky-shops: Campbell coupable

MONTREAL (PC) — Trouvés coupables dans l'affaire Sky-shops, MM. Clarence Campbell et Gordon Brown ont été remis hier en liberté provisoire, en attendant le prononcé de la sentence fixé au 26 février.

Après près de vingt-quatre heures de délibérations, un jury, composé de onze personnes, a jugé que MM. Campbell, ancien président de la Ligue nationale de hockey, et Gordon Brown, homme d'affaires canadien résidant aux Bahamas, avaient bel et bien conspiré pour verser au sénateur libéral Louis Giguère des bénéfices se chiffrant à \$95,000 afin que ce dernier obtienne du gouvernement fédéral une prolongation du bail de leur boutique hors-tax située à l'aéroport international de Dorval.

Ce verdict va directement à l'encontre de celui rendu en juin 1978 par un autre jury qui assurait que le sénateur n'était pas coupable d'avoir conspiré pour accepter le pot-de-vin qui lui était offert.

M. Campbell, qui, en guise de commentaires s'est contenté de sourire, et M. Brown, visiblement consterné par la nouvelle, pourront aller en appel, estime leur avocat, Me Harvey Yarosky.

Deux chefs d'accusation

Les deux hommes ont été trouvés coupables de deux chefs d'accusation, l'un pour avoir offert à M. Giguère une bécote sur les opérations de Sky-Shops, l'autre pour l'avoir poussé à l'accepter.

Peu après l'annonce de ce verdict,

le président de l'audience, le juge Melvin Rothman, devait néanmoins ordonner au greffier de ne pas enregistrer le deuxième chef d'accusation.

"Il est clair qu'un accusé ne peut être trouvé coupable de deux chefs d'accusation lorsqu'il s'agit d'une transaction identique", a notamment déclaré le juge, citant à ce sujet un précédent de la Cour suprême du Canada, remontant à 1974.

Ce procès de six semaines, a révélé que MM. Campbell, Brown et Louis Lapointe, le troisième actionnaire de Sky-Shops, décédé en 1978, avaient en 1972, effectué une transaction au nom du sénateur, lui accordant 5,000 actions de leur compagnie, au prix de \$1, chacune.

Ce montant était alors bien au-dessous des cours réels du marché et, quelques mois plus tard, M. Giguère devait vendre chacune de ces actions à \$20, lorsque Sky Shops passa entre d'autres mains. L'homme politique réalisa ainsi un bénéfice net de \$95,000.

L'une des conditions imposées par les nouveaux acheteurs, était que le bail de la boutique soit prolongé. Ce qui fut fait, puisqu'il ne vient à expiration qu'en novembre 1980.

Une bonne partie du procès a donc porté sur la question: M. Giguère a-t-il utilisé son influence politique pour obtenir un tel renouvellement?

MM. Campbell, 74 ans, et Brown, 65 ans, encourrent une peine maximale de cinq ans.



Atterrissage imprévu

Au cours de son premier vol solo, hier, un jeune homme de 26 ans, Richard McQuade, de St. Catharines, en Ontario, a fait un atterrissage imprévu sous le ventre d'une remorque. Des troubles de moteur l'ayant

forcé à se poser prématurément, son appareil s'est mis à glisser pour finalement échouer sous cette remorque utilisée pour l'entreposage de marchandises.

Bureau des véhicules automobiles Harguindeguy réfute les allégations de Laflamme

par Paul BENNETT

Le président du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, M. Jean-Louis Harguindeguy, trouve pour le moins "exagéré" les allégations du directeur général du Bureau des véhicules automobiles, M. Ghislain Laflamme, selon qui les problèmes de cet organisme seraient surtout imputables aux grèves de l'été et l'automne dernier dans la fonction publique.

"M. Laflamme veut-il trouver une excuse pour camoufler son incompetence", se demande M. Harguindeguy, qui rappelle que l'étude du Conseil du trésor sur le système d'information et de gestion du BVA avait débuté bien avant le déclenchement des moyens de pression des syndiqués, l'été dernier.

Le gouvernement, souligne le président du SFPQG, a mis

bien plus de syndiqués en lock-out, au BVA comme ailleurs, que le syndicat n'avait mis d'employés en grève. Dans le secteur de l'information en particulier, M. Harguindeguy précise qu'au BVA il y avait e peine une dizaine de proposés aux ordinateurs en grève, au moment où le gouvernement a décrété un lock-out.

"C'est sûr, reconnaît le leader syndical, que les moyens de pression ont pu avoir un certain impact sur les opérations normales du BVA, comme de retarder l'émission des permis de conduire ou

des plaques d'immatriculation, mais le mal est ailleurs." S'il y a eu mauvaise administration des fichiers du BVA, il faut, selon M. Harguindeguy, en chercher les responsables du côté des administrateurs. "Nos membres n'avaient rien à dire là-dedans."

On se souvient qu'un rap-

port du Conseil du trésor, commencé en mars 1979 et terminé en novembre dernier, dénonçait "l'inefficacité globale" des systèmes de gestion et d'information du BVA, particulièrement en ce qui concerne ses opérations d'immatriculation des véhicules.

prêter main-forte à la direction du BVA et proposer des correctifs à la situation actuelle.

Depuis, le Conseil du trésor a décidé de nommer des administrateurs pour

BUREAUX A LOUER
Idéal pour médecins
1,800 pieds carrés - au-dessus de la:
PHARMACIE JEAN BOISSINOT
1317, Chemin Ste-Foy
Tél.: 527-3451

LA GALERIE D'ART CLARENCE GAGNON
vous invite à son ouverture officielle
le **mercredi 13 février**, à 20h00
au 190, Grande-Allée ouest, Québec

Sélection d'œuvres choisies de:

- Roger Alexandre
- Luc Ayotte
- Barique
- Roland Berthoume
- Jacques Blackburn
- Bianche Bolduc
- Yvonne Bolduc
- Luc Brunet
- Roger Cantin
- Stanley Cosgrove
- Antoine Dumas
- Clarence Gagnon
- Gilles Gingras
- Normand Hudon
- Francesco Iacurto
- Maurice Laberge
- Pauline Lagacé
- Jean-Paul Laidouzeur
- Daniel Leclerc
- Charles Lemay
- André L. Archevêque
- Tex Lecor
- Jean-Paul Lemieux
- Claude Le Sauteur
- Herni Masson
- Claude Piché
- Narcisse Poirer
- Marc Poissant
- Antoine Prévost
- René Richard
- Albert Rousseau
- Benoit Savard
- Claude A. Simard
- Réjeanne Sanschagrin
- Paul Soukimas
- Joseph St-Charles
- Pierre Tougas
- Leopold Tromblay
- John F. Williams

Pour informations, Linda Verge, 529-1921
Bienvenue à tous

RESTAURANT & BAR SALON
Banlieue Québec, 90 places.
Le plus important dans la localité, licencié, excellente condition, clientèle en progression, investissement raisonnable, pour personne ou couple, du propriétaire.

Ecrire au Dépt 9918
Le Soleil Ltee
Québec, G1K 1J6
Cause saine

le Permanent
PRETS
HYPOTHECAIRES
13 1/4%
3 - 4 - 5 ans

Lapointe, Lord & Boutin
Avocats
1433, 4e Avenue, Limoilou
647-4655

ST-JEAN CHRYSOSTOME
Mesdames séduisez votre MARI ou AML...
SPECIAL OUVERTURE
COIFFURE COSTIN
Durant février
912, Commerciale, St-Jean
839-5270

COURS DE DANSE
Est-ce gratuit de disco ou danses sociales de **Valentino**
623-2400

SAVIEZ-VOUS QUE
Institut Fanine Lemelin
est le plus grand centre d'ELECTROLYSE à Québec?

Seule méthode connue d'épilation définitive. Traitement effectué par infirmières licenciées.

Parc Nelson Ste-Foy 653-7665
Samuel-Holland 527-2464
Place Laurier 653-6331

REER
régime enregistré d'épargne-retraite
Hâtez-vous de souscrire! Vous avez jusqu'au 29 février seulement pour en profiter et réduire vos impôts 79.

CAISSE D'ÉPARGNE ET D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE QUÉBEC
229 est, boul. Charest. Tél.: 529-3353
VOTRE ARGENT RÉGIONAL D'EXPANSION

Tenants du oui et du non

Lévesque réclame du temps d'antenne égal et gratuit

par Norman DELISLE
CHICOUTIMI (PC) — Les postes de radio et de télé-

vision devraient laisser gratuitement des périodes de temps aux tenants du oui et à

ceux du non au cours de la campagne référendaire. C'est ce qu'a réclame, hier,

le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, alors qu'il prenait la parole devant les membres du Club de presse du Saguenay-Lac-Saint-Jean, dans le cadre d'une tournée régionale.

Selon M. Lévesque, les deux comités qui lutteront au référendum, l'un pour le oui et l'autre pour le non, devraient pouvoir jouir de

temps d'antenne égal et gratuit à la radio et à la télévision.

L'organisation du contenu devrait être entièrement laissée aux comités et on ne devrait pas "imposer" un animateur d'affaires publiques, croit le premier ministre.

M. Lévesque a souligné que la présence d'un animateur-

maison lors de ces émissions pouvait nuire à la qualité du débat, comme l'avait prouvé une récente émission de Radio-Canada.

A Radio-Canada

Le chef du gouvernement a qualifié de "chinoiserie invraisemblable" la façon dont lui-même et le chef libéral Claude Ryan avaient été traités lors de leur passage à l'émission "L'enjeu", de Radio-Canada.

Les animateurs de ces émissions sont en concurrence les uns avec les autres, au point que la qualité du débat est compromise au profit du vedettariat, estime le premier ministre.

Manifestation

Quant à la tournée référendaire de M. Lévesque, elle a

été quelque peu perturbée par la présence de plusieurs centaines d'enseignants qui manifestaient leur mécontentement face à l'allure des négociations entre la CEQ et le ministère de l'Éducation.

M. Lévesque leur a répliqué que le problème pourrait être réglé "des la fin de semaine" avec de la bonne foi du côté syndical.

Le premier ministre a raconté qu'il avait vu des enseignants arborer des pancartes pour dénoncer des problèmes qui avaient déjà été réglés à la table de négociations, ce qui l'amena à se poser des questions sur la valeur de l'information transmise aux syndiqués.

La taxe sur l'essence

M. Lévesque a également critiqué sévèrement la taxe

d'accise de \$0,18 le gallon promise par le gouvernement Clark sur l'essence.

Vote

Lors d'une ligne ouverte, un auditeur a demandé à M. Lévesque s'il allait voter lors du scrutin fédéral du 18 février prochain, et pour qui.

M. Lévesque a admis qu'il allait voter "s'il était inscrit sur la liste" mais il a refusé catégoriquement de dire pour qui. "C'est un geste secret", a-t-il dit.

Appui

Les maires des deux plus importantes municipalités du Saguenay, M. Henri Girard, maire de Chicoutimi, et M. Francis Dufour, maire de Jonquières, voteront "oui" lors du référendum.



Nous coiffons toutes les femmes... les mannequins, les inconnues, les classiques, les chics, les sages, les conservatrices, les changeantes, les petites jeunes filles, les grandes jeunes femmes, les femmes tout court... toutes les femmes...! Nous commençons à penser printemps...

MARCEL PELCHAT
COIFFURE

Place Laurier, Québec - 651.34.34

DR F. BELLEMARE

OPHTALMOLOGISTE

350, boul. Charest est
Québec
529-9411

Entre Valentins...

Pour toi, pour elle, pour lui, pour eux... pour tout ce monde amoureux, un cadeau de St-Valentin qui vient du coeur... une pensée de "La Curiosité" où vous trouverez originalité et beauté.

Listes de cadeaux de mariage acceptées.



Libéral expulsé des rangs de son parti

CHICOUTIMI (PC) — Un militant libéral du comte de Roberval, M. Wilfrid Noël, a été expulsé du parti pour avoir publiquement affirmé qu'il allait voter "oui" lors du référendum du printemps prochain.

La lettre expulsant M. Noël a été montrée à la presse, hier, à Chicoutimi, par le

ministre de la Justice, M. Marc-André Bedard, qui a dit reconnaître la "l'impolitesse" qui règne dans le parti de M. Claude Ryan.

L'expulsion a été signifiée à M. Noël par l'agent officiel du Parti libéral de Roberval, M. Gaston Boudreault, qui disait agir au nom du président du comte, M. Gaston Perron.

M. Noël avait fait connaître sa double intention de demeurer membre du Parti libéral et de voter "oui" par le biais d'une lettre ouverte à un journal local.

Le comte de Roberval est représenté à l'Assemblée nationale par le libéral Robert Lamontagne depuis avril 1970.

TAPIS Métropolitain



Super fiesta de coupons de 3 jours

EMPORTEZ LE ET ÉPARGNEZ 20% DE RABAIS

ADDITIONNEL SUR NOS PRIX DÉJÀ RÉDUITS JUSQU'À 50%. Nous avons des centaines de balances de rouleaux en surplus dans nos magasins et nous devons les écouler dans trois jours seulement. Grands suffisants pour chambres, salon, salle à manger, etc. De 6' à 15' x 12'

LUN., MAR., MER. SEULEMENT
Fév. 11-12-13
PRENEZ DVANTAGE DE CES GRANDES ÉCONOMIES

EXTRA SPECIAL \$1.99 VOUS PAYEZ SEULEMENT

TOUS NOS COUPONS de 2'3" à 5'11" x 12' V.C. VALEUR JUSQU'À \$29.99
EXEMPLE: un coupon du 5' x 12' \$13.27 vous coûtera seulement



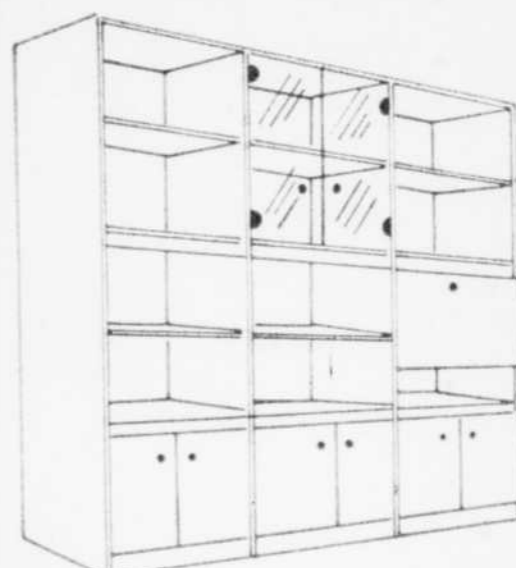
PRÉLARTS Nous avons coupé les prix sur toute notre marchandise en magasin. Choisissez parmi tout vinyl, sans cirage, dans un grand choix de motifs et coloris. ÉCONOMISEZ JUSQU'À 40%

CARPETTES Toutes nos carpettes sont maintenant à 1/2 PRIX. Devons faire place aux nouveaux modèles. ÉCONOMISEZ JUSQU'À 60%

STYLES DISCONTINUÉS Plus de 100.000 v.c. à liquider. ÉCONOMISEZ JUSQU'À 60%

TAPIS Métropolitain

Québec
215, boul. Hamel
(Face à l'hôpital Christ-Roi)
681-3514
20 magasins à travers le Canada



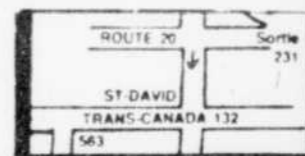
Bibliothèque

Méla mine blanche, 3 sections, Quantité limitée.

\$699⁰⁰

NOTRE COLLECTION 80 EST EN MONTRE

QUALITE ET BAS PRIX UN MOT D'ORDRE CHEZ PHIL



phil itée

"Votre confort ça nous touche"

563, rue Trans-Canada
Lévis - G6V 1H5/833-0930

COLLÈGE O'SULLIVAN LIMOILOU

Pour garçons et filles

Demandez à recevoir notre dépliant

une compétence qu'on reconnaît

COURS RÉGULIERS

Commis de bureau
Secrétaire de service

Commis comptable
Sténodactylo

COURS INTENSIFS D'UN AN
NOMBRE DE PLACES LIMITE

Les candidats intéressés doivent remplir une demande d'admission au plus tôt!

1008, 3e Avenue, Limoilou (418) 523-4769

Paquette: le référendum la première semaine de juin

Le référendum sur la souveraineté sera probablement tenu durant la première semaine de juin selon M. Gilbert Paquette.

deputé d'arrière-ban du Parti québécois. Il s'agit jusqu'à maintenant de l'indication la plus précise sur la date du référendum.



M. Gilbert PAQUETTE

Participant à l'émission "Decision" sur le réseau anglais de Radio-Canada, M. Paquette a déclaré que même si plusieurs politiciens du pays affirment publiquement qu'ils ne négocieront pas, en privé ils disent le contraire.

M. Paquette a rappelé un récent sondage de l'université York qui indiquait que 60 pour 100 des hommes d'affaires, syndicalistes et chefs politiques croyaient que le Canada devrait négocier.

"Je pense qu'un vote positif lors du référendum est très important pour les Québécois parce que cela voudrait dire que, pour la première fois, un vrai débat devra avoir lieu, dans le reste du Canada qui devra, à son tour, se faire une opinion."

Gaudet blâme L'Évangéline

MONCTON (PC) — Le président du Parti acadien, M. Donatien Gaudet, a sévèrement critiqué, le quotidien L'Évangéline pour "son manque d'objectivité et d'honnêteté intellectuelle" à l'égard de sa formation politique.

"L'on a décidé, a-t-il indiqué, de se servir de l'éditorial, des caricatures, des titres et même de la mise en page pour mettre le Parti acadien dans de mauvais draps."

Au cours d'une conférence de presse donnée à Moncton, le président du PA a notamment accusé le journal de mener une "chasse aux sorcières" sur le dos de son parti et de faire peur aux électeurs.

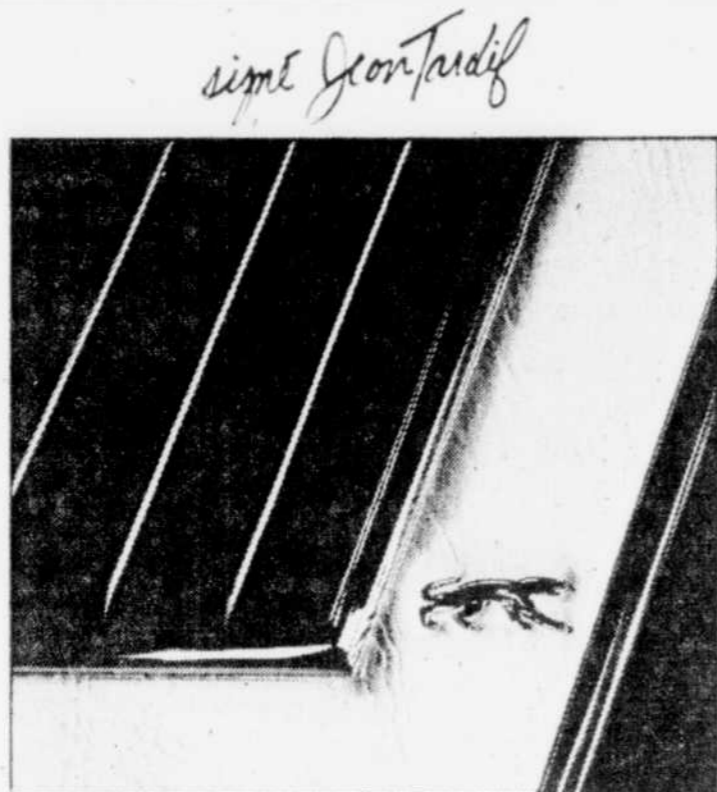
Il a également déclaré que si "les fausses informations et affirmations gratuites" ne cessent de paraître, il songerait alors de porter plainte devant les tribunaux.

Reagissant en particulier à l'éditorial paru jeudi, "éditorial qui a fait déborder le vase", déjà plein, M. Gaudet a énuméré une série d'incidents pour appuyer ses arguments.

CONFERENCIER



M. Claude Renaud, c.a. sera conférencier au prochain souper-causerie de l'Association Québécoise de Planification Fiscale et Successorale, le mardi 12 février 1980 à 6h00 p.m. au Cercle Universitaire, rue d'Auteuil. Le sujet traité sera "Aspects fiscaux de l'acquisition et du regroupement d'entreprises".



signé Jean Tardif

Prix de vente coupe d'une Mercury Cougar XR-7

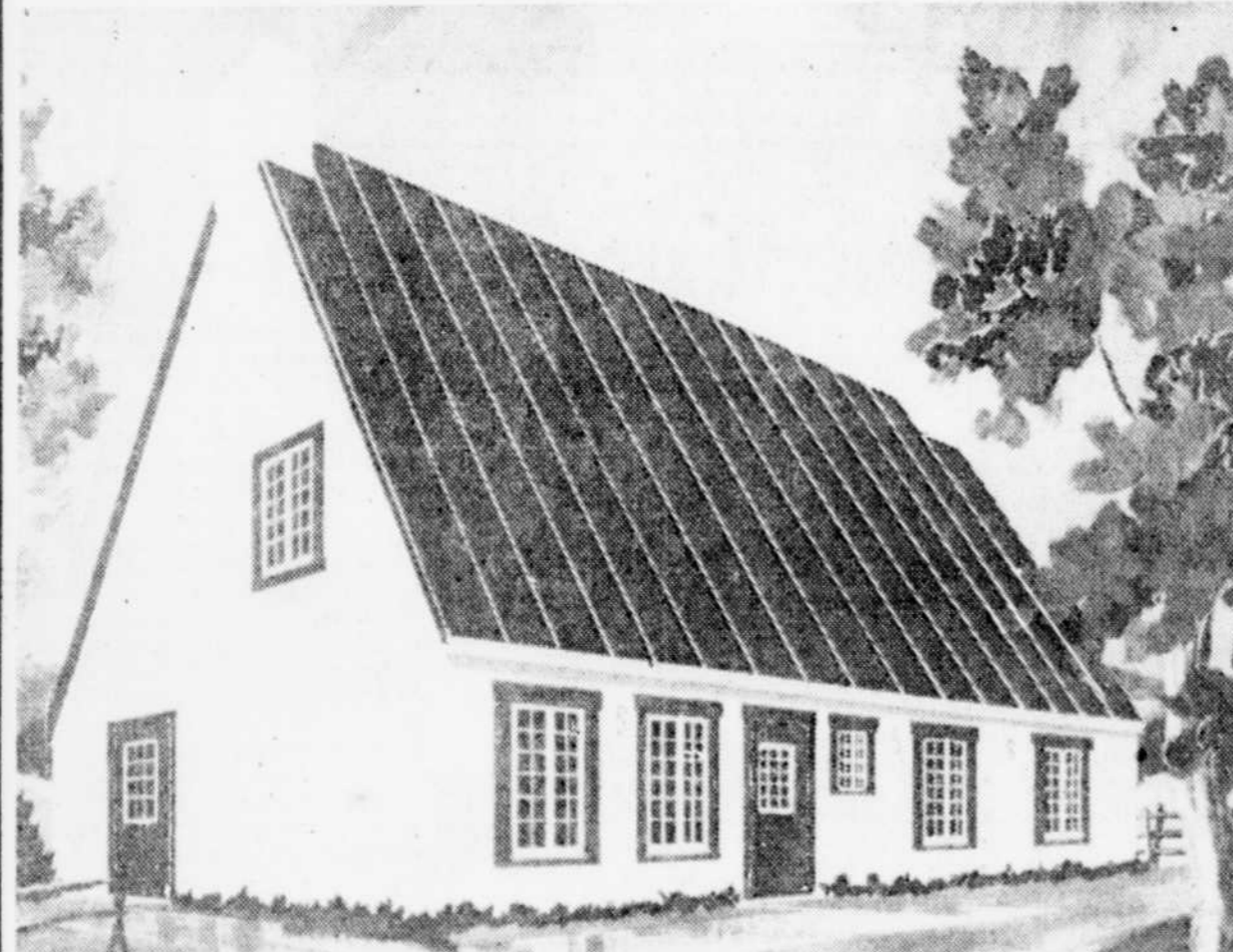
Grand luxe, grand sport, c'est la Mercury Cougar XR-7. Jean Tardif est le concessionnaire qui possède de la plus belle collection de ces modèles dans la région de Québec. C'est pourquoi lorsque vous venez une vraie belle Cougar XR-7, vérifiez bien à l'arrière si elle n'est pas signée Jean Tardif. C'est en effet pour la beauté des voitures et la qualité reconnue de son service que l'on choisit ce concessionnaire et aussi pour un petit quelque chose de plus.

ce ne sont pas toutes les voitures qui ont signées Jean Tardif. Vous reconnaîtrez sa signature.

Jean TARDIF
MERCURY LINCOLN CAMARO FORD

Situé à Neuville, autoroute 40, à 10 minutes de Québec et à St-Raymond, comté de Portneuf, tél. Québec, ligne directe: 692-1313

AIMERIEZ-VOUS VOIR LA PLUS BELLE MAISON MODELE EN VILLE?



MODELE L'ANCETRE

Nous avons complété la construction de notre maison de la série "L'Ancêtre", qui vous fera rêver et dont on parlera longtemps. Réservez maintenant pour occupation au printemps. On est si facile à trouver! (Boulevard Hamel, coin Du Vallon).



Nous construisons selon les normes et la technique Structome.



Un constructeur fiable
2125, BOUL. HAMEL
Duberger (angle Du Vallon)

VENTE APRES INVENTAIRE DU MOIS DE FEVRIER

Jusqu'à 40% de rabais



ARMOIRES DE CUISINE CANADIENNES et EUROPEENNES EN MONTRE.

Jusqu'à 50% DE RABAIS

CERAMIQUE DECOR

4220, 3e Avenue ouest - 627-0122

IMPORTATEUR DISTRIBUTEUR Place Laurier 653-2903

Jusqu'à samedi prochain seulement:

CE COUPON DOIT ÊTRE PRÉSENTÉ AVEC VOTRE NETTOYAGE

CANADIENNES ("Car-Coats") \$2.49

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 16 FEVRIER 1980 pour un maximum de 5 canadiennes

CE COUPON DOIT ÊTRE PRÉSENTÉ AVEC VOTRE NETTOYAGE

SACS DE COUCHAGE REGULIERS \$3.99

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 16 FEVRIER 1980 pour un maximum de 5 sacs de couchage

CE COUPON DOIT ÊTRE PRÉSENTÉ AVEC VOTRE NETTOYAGE

ENSEMBLE DE SKI (1 ou 2 pièces) ou HABITS DE MOTONEIGE \$3.49

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 16 FEVRIER 1980 pour un maximum de 10 vêtements

CE COUPON DOIT ÊTRE PRÉSENTÉ AVEC VOTRE NETTOYAGE

PANTALONS OU JUPES ORDINAIRES \$1.29

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 16 FEVRIER 1980 pour un maximum de 10 vêtements

SUPER SPÉCIAUX NETTOYAGE

Épargnez jusqu'à

50%

Même qualité exceptionnelle. Seuls les prix ont changé!

* Service de livraison à domicile: \$0.15, quel que soit le montant facturé.

SPÉCIAUX SUEDE

Procédé de nettoyage exclusif



CE COUPON DOIT ÊTRE PRÉSENTÉ AVEC VOTRE NETTOYAGE

MANTEAUX DE SUEDE LONGS \$16.99

MANTEAUX DE SUEDE TROIS-QUARTS \$14.99

VESTES DE SUEDE \$11.99

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 16 FEVRIER 1980 pour un maximum de 5 vêtements. Peau de porc, imperméabilisation nécessaire: \$2.50 additionnel.

Jusqu'à 40% de rabais



524-4686
• 1480, de la Casadière, Québec
• 1029, rue Cartier, Québec
• 1003, route de l'Église, Ste-Foy



529-8491
• 155, boul. Wilfrid-Hamel, Québec
• 6350, boul. Henri-Bourassa, Charlesbourg
• 1550, boul. Chauveau, Ste-Foy



• 1345, chemin Ste-Foy, St-Sacrement
• Plaza Laval, Ste-Foy
• 8375, boul. Henri-Bourassa, Charlesbourg

éditorial

LE SOLEIL

Président du conseil et Editeur
Jacques-O. Francoeur
Rédacteur en chef et Editeur adjoint
Claude Beauchamp

Président et directeur général
Paul-A. Audet
Directeur de l'information
Claude Masson

Vice-président et trésorier
Charles-A. Poulin
Directeur de l'administration
Marcel Pépín

Semaine cruciale pour Clark

Le plus récent sondage de la maison Gallup, qui jouit d'une solide réputation depuis plusieurs années, confirme l'avance générale du Parti libéral détectée plus tôt par d'autres instituts de sondage; bien qu'elle ait diminué quelque peu depuis la fin de décembre, cette avance demeure assez soutenue pour effrayer les troupes conservatrices.

Gallup ne précise pas le comportement des électeurs par province, mais signale quand même que les Maritimes et l'Ontario sont plus favorables aux libéraux, tandis qu'au Québec, le raz de marée libéral sera plus accentué que jamais. Dans ces conditions, M. Trudeau peut espérer ravir une pluralité de sièges, sinon une majorité, même si ses appuis sont faibles dans l'Ouest.

Ces chiffres indiquent également que la campagne électorale a très peu influencé les électeurs, qui conservent à peu près les mêmes opinions qu'au début de janvier. Les libéraux n'ont qu'à éviter de commettre des bêtises et ils pourront hériter du pouvoir, sans même faire l'effort de le conquérir.

Un autre élément de ce sondage est réconfortant pour les libéraux: le Nouveau Parti démocratique progresse fort peu, laissant la clientèle libérale intacte en Ontario. Là où des

gains néo-démocrates sont possibles, c'est plutôt en territoire conservateur.

Ces données favorables suffisent-elles à assurer pratiquement la victoire libérale? Pas tout à fait. L'exceptionnelle popularité des libéraux au Québec gonfle leur avance à l'échelle du pays, sans que le nombre de sièges qu'ils récolteront soit nécessairement en accord avec le suffrage populaire.

La sous-représentation des grandes villes constitue également un handicap pour le Parti libéral dont la popularité à Montréal, Toronto, Winnipeg et Vancouver a été relevée par les sondages. Ces villes comptent un grand nombre de sièges, certes, mais pas suffisamment pour annuler le poids électoral des régions rurales ou semi-rurales. Or il fut démontré, au scrutin du 22 mai, que les conservateurs ont réussi à récolter 22 sièges de plus que les libéraux, tout en obtenant 4 pour 100 moins de votes.

Un autre élément rend la lecture de ce sondage moins aisée: il s'agit d'une photographie de 100 pour 100 de l'opinion. Or on sait que seulement 75 pour 100 environ des électeurs inscrits se prévalent de leur droit de vote. Dans quelle mesure ceux qui s'expriment et ne votent pas infléchissent-ils les résultats, dans un sens ou dans l'autre?

En revanche, le nombre relativement faible des indécis, comparativement au sondage de CTV complété plus tôt en janvier, tend à confirmer que des événements comme le sauvetage des diplomates en Iran n'ont eu qu'un effet marginal sur les électeurs. S'ils veulent l'emporter, les conservateurs devront inventer autre chose.

Par contre, s'ils tiennent à garder la tête du peloton, les libéraux doivent faire preuve d'une exceptionnelle prudence. Un déplacement de quelque 5 pour 100 des voix vers les conservateurs ou le NPD en Ontario pourrait leur coûter la victoire, en dépit de leur forte avance gonflée par le trop fort appui dont ils jouissent au Québec.

Il suffirait peut-être que M. Clark modifie légèrement sa politique électorale pour transformer cette fin de campagne en course contre la montre pour les libéraux, qui s'en sont tenus à un seul thème: la hausse trop élevée du coût de l'essence et de l'huile à chauffage. M. Clark mise plutôt sur la maturité des électeurs qui acceptent, pense-t-il, de regarder la réalité en face plutôt que de reporter à plus tard les hausses inévitables. Les sondages lui répètent qu'il fait erreur. Peut-il encore modifier sa stratégie?

Au-delà des thèmes économiques se profile la compétition inégale entre deux leaders que tout sépare: l'âge, l'expérience, le charisme, l'éloquence, l'aplomb. L'impitoyable télévision met ces deux hommes en présence l'un de l'autre tous les soirs, incitant les gens malgré eux à fonder leur jugement sur l'image qu'ils perçoivent de ces deux styles de leadership. Cette bataille, M. Clark peut difficilement la gagner. Il lui faudra faire porter le choix sur les politiques plutôt que sur les hommes.

Pour réussir à faire mentir les sondages et à conserver une mince pluralité de sièges, grâce à sa force traditionnelle dans les Maritimes et les Prairies et à ses appuis dans les régions rurales de l'Ontario, le Parti conservateur doit donc réussir à contenir la poussée néo-démocrate en Colombie, rescaper des sièges fragiles en banlieue de Toronto et faciliter la réélection des néo-démocrates ontariens. C'est déjà tout un programme, qui risque de ne pas suffire, si le Crédit social est avalé par les libéraux au Québec. La performance des créditistes sera donc cruciale.

Les conservateurs sont engagés dans un corridor de plus en plus étroit, bien que tout ne soit pas encore joué. Leur mince espoir tient à la qualité de leur assaut final.

Marcel PÉPIN

Le juge Pigeon

Après 12 années à la Cour suprême du Canada, le juge Louis-Philippe Pigeon vient de prendre sa retraite obligatoire. C'est une énorme perte pour la magistrature canadienne.

D'ailleurs le fait est significatif qu'en son honneur le plus haut tribunal du pays ait ouvert, pour la première fois, ses portes aux caméras de la télévision et aux flashes des photographes.

Pour qui a tant soit peu côtoyé cet éminent juriste, soit comme juge, avocat ou professeur de droit constitutionnel, il est incontestable que le juge Pigeon a, durant sa longue et laborieuse carrière, apporté une contribution exceptionnelle à la jurisprudence et au droit canadiens.

Au cours de son passage à la Cour suprême, le juge Pigeon a exercé une influence décisive sur l'évolution de ce tribunal. On songe notamment à des arrêts rendus sous la plume de l'ancien conseiller juridique et constitutionnel des gouvernements Lesage et Johnson qui, en 1974 et 1975, ont eu des effets percutants en droit administratif.

Ces arrêts, concernant les contrats gouvernementaux et le contrôle judiciaire de la légalité administrative, ont non seulement une portée juridique considérable mais une portée sociologique incontestable. Ils ont permis au juge Pigeon de s'affirmer comme l'un des piliers de la Cour suprême actuelle.

Comme plaideur devant les plus hauts tribunaux de sa province ou du pays, l'avocat Pigeon avait une réputation loin d'être surfaite de labeur et de rigorisme intellectuel qui l'avait amené rapidement à être le conseiller idéal et recherché auquel faisaient appel non seulement les chefs politiques mais un grand nombre de ses confrères. Devant le prétoire, c'était un personnage fort redouté qui mettait royalement en pièces la moindre pièce défective.

Pour ceux qui, comme le signataire de ce bref hommage, ont eu le privilège de l'avoir comme professeur de droit constitutionnel à l'université Laval, c'était un maître qui, sous des dehors fort sévères, pour ne pas dire carrément pittoresques, dispensait une science exacte à laquelle n'étaient pas toujours perméables ses élèves et qui, surtout, en période d'examen, avait la réputation de "poser des Colles" et d'en recaler un bon nombre.

Cela lui a valu des "coups pendables" auxquels il a toujours opposé un flegme imperturbable qui, au fond, recelait une timidité et une bonhomie chaleureuse. Ses anciens élèves comme ses anciens confrères voudront sans doute partager, à cet égard, l'hommage qui lui est dû et le regret universel que suscite son départ de la Cour suprême.

Paul LACHANCE



bloc-notes de claude beauchamp

La force économique réelle du mouvement coopératif

La conférence qui a réuni pendant quatre jours cette semaine à Montréal l'état-major du monde coopératif et les représentants du gouvernement, du milieu des affaires et du domaine syndical autour du thème "L'entreprise coopérative dans le développement économique du Québec", n'a pas suscité dans le grand public l'intérêt ni provoqué l'impact des sommets économiques antérieurs. Cela se comprend aisément: le monde coopératif, ce n'est pas un secteur en crise.

C'est un secteur qui, au contraire, vit une ascension vertigineuse et qui compte aujourd'hui 2.500 entreprises, regroupe 4,5 millions de sociétaires, gère \$15 milliards d'actif et emploie 35.000 personnes.

La seule mention de ces chiffres suffit à illustrer le fait que le mouvement coopératif a atteint un stade de développement qui l'oblige à réévaluer les anciennes conceptions de son rôle dans l'économie globale du Québec.

Jusqu'à ces dernières années, les entreprises coopératives, y compris les caisses populaires, étaient principalement conçues — et administrées — comme des institutions de protection et de suppléance pour l'épargnant, le consommateur et le producteur québécois. C'est tout récemment que la notion de moteur du développement économique a pénétré le secteur coopératif et encore, elle n'a pas infiltré toutes les instances du mouvement.

Le parrain de cette conférence et ministre d'Etat au développement économique, M. Bernard Landry, a posé

en termes très concrets le défi qui s'ouvre au mouvement coopératif. Les entreprises coopératives, rappelle-t-il, contribuent moins de 3 pour 100 de la production totale du Québec. Or, propose le ministre, avec l'ampleur des assises financières dont il dispose, le mouvement coopératif devrait contribuer davantage au progrès industriel du Québec.

Autant on peut souscrire à l'objectif du ministre, autant on doit éviter de sombrer dans l'euphorie en s'imaginant que la formule coopérative se prête à tous les risques et à toutes les expériences.

On doit surtout éviter de confondre, comme l'ont malheureusement fait certains participants à la conférence, les fins économiques de la formule coopérative et les fins sociales du regroupement populaire.

Il est bien tentant de s'approprier l'idée de la coopérative quand ce mot, dans l'entendement populaire, est presque synonyme de sécurité et de succès. Et il est presque inévitable aussi dans une société où les consommateurs luttent contre l'inflation, où les travailleurs affrontent le chômage, où les producteurs combattent la stagnation économique et où les politiciens cherchent à définir un projet de société nouvelle, que se multiplie le nombre de ceux qui se réfèrent à la formule coopérative comme à une sorte de bouée de sauvetage, de remède contre les maux présents ou de rempart contre l'angoisse de l'avenir.

Il faut évidemment, dans cette imagerie, faire la part du mythe et de

la réalité. Trop souvent, on oublie que le succès remarquable de la coopérative au Québec, particulièrement dans le domaine agro-alimentaire et dans celui de la finance, n'est pas le fruit d'une génération spontanée. Cette réussite constitue le résultat d'un long apprentissage de près d'un siècle. La formule coopérative, en effet, ne s'abreuve à aucune potion magique ni ne sécrète de recettes miracles.

Participer davantage au développement économique par le biais du progrès industriel implique nécessairement que le mouvement coopératif — notamment les institutions financières du mouvement — devra assumer des risques plus grands que dans le passé.

Ces risques additionnels devront se prendre à deux niveaux. D'une part, on devra accepter d'octroyer le statut de coopérative pour des projets plus innovateurs, aux résultats plus incertains. D'autre part, les institutions coopératives elles-mêmes devront investir plus de capital de risque dans des entreprises de type capitaliste ou coopératif.

Sur ce dernier point, le gouvernement, par la voix du ministre des Institutions financières, M. Guy Joron, s'est engagé à amender la loi sur les caisses d'épargne et de crédit de façon à leur permettre de souscrire au capital-actions de compagnies et de s'engager dans de nouvelles formes de prêts au commerce et à l'industrie.

Le gouvernement répond ainsi à une demande expresse de la Fédération des caisses d'épargne et de

beaucoup plus pressée que la Fédération des caisses populaires Desjardins de s'engager dans cette voie de la participation au capital-actions des entreprises.

La prudence des caisses populaires se justifie pleinement. La Fédération de Lévis, comme celle de Montréal d'ailleurs, se souvient pertinemment du temps qu'il lui a fallu pour former, à travers son réseau de 1.300 caisses, les spécialistes capables de gérer, sur le marché du prêt personnel, du prêt hypothécaire et des obligations, des actifs qui atteignent maintenant, pour nombre de caisses populaires, plusieurs dizaines de millions de dollars. Le même effort de formation s'impose si l'on veut continuer à bien protéger l'épargne confiée par les Québécois.

Il faut tenir compte, également, d'une autre variable dans l'évaluation des perspectives que l'on peut tracer au mouvement coopératif. Cette variable concerne le taux d'expansion des institutions financières coopératives au cours des prochaines années.

Il est à peu près impossible que le secteur des caisses d'épargne et de crédit maintienne dans l'avenir son rythme de progression des dernières années, soit 29 pour 100 par an en moyenne depuis 1972. En conséquence, une allocation importante des ressources vers le capital de risque pourrait se traduire par une diminution du rôle traditionnel des caisses au niveau des prêts aux sociétaires.

Il ne fait aucun doute que le

mouvement coopératif est appelé à prendre une place de plus en plus grande dans le développement économique du Québec et qu'il saura traverser avec succès les périodes d'adaptation et d'ajustement que lui imposera son rôle accru.

Mais au fur et à mesure, justement, que son implantation en milieu industriel s'élargira, le mouvement coopératif devra voir non seulement à régler ses problèmes internes de croissance mais encore à s'intégrer au monde économique environnant.

Il ne fut malheureusement à peu près pas question, au cours de la conférence de cette semaine, des liens qui doivent exister entre le monde coopératif et le secteur capitaliste québécois.

Pourtant, puisque plus de la moitié de l'épargne des Québécois se trouve maintenant sous contrôle d'institutions financières québécoises, on peut envisager une concertation soutenue et efficace entre elles de façon à ce que le pouvoir potentiel que nous donne cette concentration d'épargne se traduise par une influence réelle sur les prises de décision industrielles. Il serait ridicule que les caisses populaires, les caisses d'entraide, la Banque Nationale, la Caisse de dépôt, la SGF, le Trust Général, La Laurentienne, Power Corp., pour n'en nommer que quelques-unes, essaient leurs placements à gauche et à droite sans politiques précises de prises de contrôle, gaspillant ainsi leurs chances d'influencer vraiment le développement économique du Québec.

En plein carnaval Les 210 employés des Holiday Inn en grève

(PC) — Les 210 employés des deux hôtels Holiday Inn de Québec ont débrayé hier toute la journée en pleine période carnavalesque.

Les syndiqués CSN se sont réunis en après-midi et ont décidé de retenir les revendications des employés de l'Auberge des Gouverneurs, à Sainte-Foy, en grève depuis plusieurs mois, comme plancher de négociation de leur propre convention collective.

Ils imitent en cela les 400 employés de l'hôtel Le Méridien à Montréal qui ont, le 1er février, endossé les revendications des syndiqués de l'Auberge des Gouverneurs, laissant à leur exécutif le mandat de déclencher

Regimbal retourne en Ontario

TORONTO (PC) — L'ancien député québécois, M. Roger Regimbal, a été nommé commissaire de la Commission des accidents du travail de l'Ontario.

Né à Sudbury, en Ontario, mais domicilié à Lachute, au Québec, M. Regimbal a l'intention de retourner dans sa province natale avant le 1er avril, date à laquelle est effectif son mandat de trois ans.

L'ex-député conservateur a représenté la circonscription d'Argenteuil-Deux Montagnes de 1965 à 1968.

L'ancien député, dont le salaire annuel variait entre \$30 000 et \$40 000, a déjà été à l'emploi de la société montrealaise Dominion Textiles et a été directeur des relations de travail de l'Association des industriels professionnels et d'Ayers Ltd. de Lachute, une firme de textiles.

des moyens de pression au moment opportun.

Les employés des deux hôtels ont aussi décidé de former un front commun qui pourrait éventuellement réunir tous les syndiqués CSN du secteur de l'hôtellerie.

Alerte inutile

TRENTON, Ont. (PC) — Un DC-8 d'Air Canada qui avait quitté Ottawa à destination de Toronto, à 9h00 hier matin, a dû faire un atterrissage d'urgence à la base aérienne de Trenton en raison d'un appel anonyme avertissant qu'une bombe avait été placée à bord de l'appareil.

Un porte-parole d'Air Canada, M. John Cavill, a dit que l'appareil avait été passé au peigne fin mais qu'aucun objet suspect n'avait été trouvé à bord.

L'appareil transportait 82 passagers et neuf membres d'équipage.

Les syndiqués de l'hôtel Hilton, des deux hôtels Holiday Inn et de l'une des Auberges des Gouverneurs à Québec, de l'Auberge des Gouverneurs à Rimouski, du Méridien à Montréal, du Manoir Richelieu à Pointe-aux-Pic et du Motel Le Voyageur de Québec, tous affiliés à la CSN, devraient d'ici peu tenir une réunion d'information provinciale.

Seize livres de mari saisies

par Andrée ROY

Une série de perquisitions effectuées par la sûreté municipale de Québec au cours de la journée d'hier, dans toute la ville, a permis de saisir une importante livraison de marijuana et pour plusieurs milliers de dollars de marchandises volées.

Les policiers de Québec ont ainsi découvert, dans un logement de la rue Richelieu, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, 16 sacs d'une livre chacun de "colombien blond", qui représenteraient une valeur de revente de \$20 000 environ sur le marché.

Au cours d'autres rafles, faites dans le cadre d'une vaste opération s'attaquant aux vols dans les résidences, la sûreté municipale a récupéré des téléviseurs couleur, chaînes stéréophoniques, des sauteuses et des scies électriques et d'autres outils, des stéréos d'autos et des malles pleines de cassettes, tous ces articles ayant été volés ou étant "supposés l'avoir été", commentait hier l'inspecteur Gérard Maheu.

La négligence des citoyens quant à l'identification de leurs biens. Rappelant que la sûreté municipale met à la disposition de tous ceux qui en font la demande, burin et vignettes auto-adhésives de l'opération Volcan (identification par burinage d'un numéro sur les choses de valeur), l'inspecteur Maheu commentait: "Ne vous en faites pas, les voleurs ne sont pas fous. Ils ne touchent pas, généralement, aux choses identifiables".

Et d'expliquer que, pour faire arrêter et condamner un voleur, il faut pouvoir prouver que les biens que la police découvre chez lui, au cours d'une perquisition, ont bien été volés. Si l'identification de ces biens n'est pas possible, ça revient à encourager le vol...

"Pensez-vous que ça nous intéresse de remettre du butin volé à un voleur? C'est ça qu'on doit faire si rien ne

peut prouver que ça ne lui appartient pas", s'indignait l'inspecteur.

A la suite des rafles effectuées dans la journée d'hier, plusieurs personnes sont actuellement interrogées. D'autres opérations du genre sont prévues, conclut notre informateur, en refaisant appel à la collaboration des citoyens dans la prévention de ce crime. "Le plus répandu en Amérique du Nord et en Europe".

Peu d'identification

Celui-ci déplorait en effet

Gilles Lamontagne
vous invite
à ses comités

Central
681-0026

St-Roch
St-Sauveur
266 est boul. Charest
647-3963

Haute-Ville
785 Calixa-Lavallée
681-0097



dans Langelier
Gilles Lamontagne
C'est notre homme!

Écrit et payé par Jacques Champagne, agent officiel du comité de Langelier.



le collège mérici



UN MILIEU EDUCATIF DE QUALITE...

Mérici, c'est un établissement d'enseignement collégial privé et mixte, fréquenté par quelque 700 étudiants qui y vivent une expérience humaine personnalisée.

...SITUE DANS UN ENVIRONNEMENT EXCEPTIONNEL

Pour recevoir le prospectus, écrire ou téléphoner

755, Ch. St-Louis, Québec, G1S-1C1
(418) 683-1591

Entre gager et gagner
il n'y a qu'un "n"
de différence

Au 6/36, on peut aussi gagner
avec 5 et même 4 bons numéros!



Profitez de l'hiver
Pour toute réparation

RENOVATION
ÉCOR de Québec Inc.

ESTIMATION
GRATUITE

188, av. Lamontagne, Québec - Tél.: 522-2084

Sous-sol - Cuisine - Salle de bains

Profitez de la période tranquille.
Conseils d'experts en ce domaine.
Financement si désiré.

SPECIALISTE EN RENOVATION INTERIEURE ET EXTERIEURE

LE GEANT DE L'ARGENT A QUEBEC 3 JOURS SEULEMENT!

Lundi, mardi, mercredi, les 11, 12, 13 février, de 9h à 18h.
Profitez-en pour venir le rencontrer dès le début de la semaine.

Le "Géant" sera au Carrefour Alma, à Alma,
les 14, 15 et 16 février.

NOUS ACHETONS PIÈCES EN ARGENT DU CANADA

\$14⁰⁰

POUR CHAQUE DOLLAR
10* - 25* - 50*
1966 et moins

\$9⁵⁰

POUR CHAQUE DOLLAR
10* - 25*
1967

\$7⁰⁰

POUR CHAQUE DOLLAR
10* - 25*
1968

PIÈCES
D'OR DES
ÉTATS-UNIS

\$1 \$150
\$250 \$135
\$3 \$450
\$4 \$15 000
\$5 \$140
\$10 \$175
\$20 \$450



DOLLARS CANADIENS
(en pièces d'argent)

DOLLAR 1911

nous payons \$100 000

PIÈCES EN ARGENT DES
ÉTATS-UNIS
DOLLAR 1804 \$125 000

1964 et moins
10* - 25* - 50*
nous payons \$16 pour 1 pièce

PIÈCES CANADIENNES EN OR

\$1 1912 \$200 \$100 Approve 1975 225 \$280
\$10 1912 \$525 \$100 Approve 1977 225 \$380
\$10 1912 \$525 \$100 Approve 1975 225 \$280
\$10 1912 \$525 \$100 1975 année de l'Éclaire 225 \$280
\$20 1967 avec étui \$310
\$100 1975 144 \$145 \$2 Tiers-Nouveaux \$155

MONNAIE OLYMPIQUE

Nous payons \$115 pour une série
d'une valeur de \$30

FAITES DES RECHERCHES DANS VOS COFFRETS ET MALLES
ANCIENNES CAR NOUS ACHETONS ÉGALEMENT.

EN VENTE
DÈS MAINTENANT
les guides de la monnaie
1980

\$150 \$125

MAINTENANT
DISPONIBLE
Le nouveau guide
canadien de la monnaie

BIJOUX EN OR:

- CHAINES pour montres, bracelets et chaînes en or et en argent.
- BAGUES en or et en argent, serties ou non de pierres.
- MONTRES DE POCHE en or, doubles ou en argent.
- MONTRES DE TOUS GENRES sans couvercle, modèle de chasseur, en email à répétition, ainsi que modèle de revers.
- MORCEAUX D'OR

ACCEPTONS ÉGALEMENT DIVERS ARTICLES
EN OR OU EN ARGENT:
Gourmets, chaînes, bagues, boucles
d'oreilles, etc., ainsi que bougeoirs, couverts,
assiettes en argent sterling, en plus des articles
sertis de pierres précieuses ou semi-
précieuses.

PAYONS COMPTANT
SUR PLACE!

Les prix sont sujets à changement
sans préavis. Nous suivons
le cours de la bourse.

800, PLACE D'YOUVILLE, QUÉBEC - 694-1333

solde bi-annuel



Deux fois par année seulement,
nous soldons des meubles de
qualité à des prix fort
intéressants. Afin de faire place

à nos collections du printemps, nous vous proposons,
à prix d'aubaines, des milliers d'articles provenant des
quatre coins du globe. Nous présentons le mobilier
traditionnel au 1299, boulevard Charest Ouest et les
meubles contemporains (modernes) ainsi que la
collection française Roche-Bobois au 18, rue
Courcellette. Des réductions réelles, un personnel courtois,
un service efficace, constituent les éléments essentiels
qui feront de votre demeure un lieu agréable où il fait
bon vivre, tout en réalisant des économies très
appréciables. Jusqu'au 9 février.

Cordialement vôtre,
La galerie du meuble,



LA GALERIE DU MEUBLE ET ROCHE BOBOIS
18, rue Courcellette et 1299, boul. Charest ouest, Québec. Tél.: 681-0171

Vaugeois agacé par la Commission des biens culturels

par Paul BENNETT
Visiblement agacé par le ton sévère du dernier rap-

port de la Commission des biens culturels, le ministre Denis Vaugeois a eu récem-

ment des mots durs à l'endroit de cet organisme dont il avait lui-même renouvelé la composition, il y a un an et demi.

"Il va falloir que la Commission des biens culturels revienne les deux pieds sur terre et qu'elle se rapproche de la réalité", a lancé le ministre au cours d'une entrevue au SOLEIL.

On se souvient que la Commission des biens culturels (CBC) avait, dans son dernier rapport annuel, reproché au ministre de ne pas tenir compte de plusieurs de ses recommandations, entre autres en ce qui touche aux permis de construction sur l'île d'Orléans et la préservation du domaine Kilmarnock, à Sillery.

La commission dénonçait également la piètre qualité, à son avis, des dossiers techniques préparés à son intention par la Direction générale du patrimoine du ministère des Affaires culturelles.

"Il faut que les relations entre la CBC et la Direction générale du patrimoine s'améliorent", souhaite M. Vaugeois, qui semble incliné à croire que l'initiative de faire le premier pas revient à la CBC.

La Commission des biens culturels, un organisme consultatif chargé de conseiller le ministre en matière de protection du patrimoine, ne compte actuellement que huit membres actifs sur 12, dont un seul permanent.

Le président en titre de la commission, M. Jean-Claude La Haye, est "libéré" depuis près de huit mois pour travailler sur un projet de centre culturel intégré à Montréal, projet qui vient d'ailleurs d'être abandonné par le ministre.

L'interim est assuré par un des deux vice-présidents, M. Marcel Junius, un ancien responsable de la Direction générale du patrimoine. L'autre vice-présidente, Mme Raymonde Gauthier, a démissionné de son poste, il y a plusieurs mois, pour siéger comme simple commissaire.

Par ailleurs, deux membres de la commission, Mme Phyllis Lambert et M. James Quig, ont démissionné, il y a plu-

sieurs mois, sans être remplacés, alors que M. Fernand Grenier, de Québec, dont le mandat est expiré depuis longtemps, attend toujours d'être remplacé.

Interrogé par LE SOLEIL, M. Vaugeois a promis une nouvelle fois que ces postes seraient comblés le plus tôt possible. Il a également souligné qu'il n'était pas ques-

tion dans l'immédiat d'augmenter le budget ou les effectifs permanents de la commission. La CBC a, selon lui, "tous les moyens de faire le travail qu'elle a à faire".

Remboursements pour le tiers des contribuables

(PC) — Un contribuable québécois sur trois aura droit à un remboursement partiel des impôts fonciers payés en 1979, selon une disposition introduite cette année par le ministère du Revenu.

On estime en effet qu'environ un million de contribuables, sur l'ensemble des 3,2 millions de Québécois qui produiront une déclaration d'impôt cette année, se partageront un peu plus de \$80 millions.

Ce remboursement d'impôt

foncier, qui s'adresse à la fois aux locataires et aux propriétaires, découle de la réforme de la fiscalité municipale. Cette mesure avait été annoncée dans le discours sur le budget de 1978-1979.

La formule consiste en un remboursement de 40 pour 100 des taxes foncières, jusqu'à un maximum de \$400, moins deux pour 100 du revenu imposable du ménage.

Même les personnes qui ne paient pas d'impôt sur le revenu seront admissibles à ce remboursement.

"3X" PEE-WEE

Le parcours 3X PEE WEE permet l'accès direct à la porte du Colisée.

Départs: De Place d'Youville 12h15 à 20h15 via Place Jacques-Cartier

Fréquence: 15 minutes

Tarif: 0,50 \$ en monnaie exacte ou laissez-passer valide, privilège de correspondance.

CTCUQ RETOUR ASSURÉ À LA FIN. RENSEIGNEMENTS: 627-2511

SERVICE GRATUIT A DOMICILE pour le choix de vos garnitures de maison COMPOSEZ **525-4841**



Magasinez dans le confort de votre foyer. Sans obligation de votre part, notre représentant, M. Charles Cloutier, se fera un plaisir de vous guider dans le choix de vos tentures, rideaux, couvre-lits, valences, tapis, etc. Un service qui vous enchantera!



laliberté
MAIL ST-ROCH, QUÉBEC — 525-4841

Une idée pour vous faire plaisir... Avec l'achat d'une

PROTHESE CAPILLAIRE vous recevrez gratuitement une

TOILE A L'HUILE (offre en vigueur jusqu'à Pâques)

Choix de perruques de tous genres, prêtes à porter ou confectionnées sur mesure.

• Salon privé • Consultation confidentielle par des experts • Service à domicile

venapoli

Perruques - Toupets - Coiffures
924, 1re Avenue, Limoilou, Qué. - 529-0005
Stationnement à l'arrière du magasin



Le fauteuil à structure de chêne laminé

Fini naturel, accompagné de son pouf. Revêtement en velours côtelé, couleur brun. L'ensemble: \$289.

zip le prêt-à-apporter du meuble design

Angle boulevard Hamel et Henri IV tél.: 871 2221

UNE AUTRE GAGNANTE



MADemoiselle FRANCINE BORNE
NOTRE DAME DES LAURENTIDES

« C'est de mon père que l'heureuse nouvelle me fut apprise, en revenant de mon travail. Je lui ai demandé si c'était une farce, car je n'y croyais pas. Quand j'ai eu la confirmation par téléphone des « Boutiques Place Québec » le lendemain matin, je me suis empressée de l'annoncer à mes collègues de bureau. Ce fut l'euphorie. C'est à ce moment que j'ai réalisé que c'était vrai.

C'est un endroit que j'ai souvent pensé visiter un jour, mais je ne croyais pas que ce serait si tôt. Je pense partir à l'automne prochain. »

FÉLICITATIONS!

Prochain tirage: le 28 février 1980

RECHERCHÉ

un bon foyer d'adoption pour de bonnes composantes de chaînes stéréo



L'amplificateur HK505 appartient à la série d'appareils Harman Kardon conçus, construits et essayés suivant une optique nouvelle qui va bien au-delà des idées conventionnelles sur la distorsion et les facteurs déterminant la supériorité musicale d'un appareil. Musicalement parlant, ce sont les amplificateurs les plus précis jamais créés.

Amplificateur intégré • 60 watts par canal • Design à bande ultra-large • Excellente linéarité de phase

ADD • AKG • GRADO • PICKERING • SHURE • STANTON
GRATUIT: vérification de pointes de lectures.

rotac au sous-sol du 1038, rue Place Viger, Ste-Foy - 653-7768

Service autorisé Harman Kardon, Denon, B & W, Tannoy, Quad.

CONCOURS AMSTERDAM
DU 22 OCTOBRE 1979 AU 30 JUIN 1980

20 Voyages à gagner (NO COMPRES)

OUVERT JUSQU'À 4 HEURES LUNDI, MARDI, MERCREDI

Hilton International Québec **KLM** **BOUTIQUES PLACE QUÉBEC**

TOUS LES DÉTAILS ET RÉGLEMENTS SONT DISPONIBLES AUX BOUTIQUES DE PLACE QUÉBEC


Pour vous mesdames

"LA RECETTE TELEVISEE DE LA SEMAINE"
A RADIO-CANADA, Ne la manquez pas...

Les meilleures émissions à la télévision

pour vous

Que vous soyez amateur de bons films, que vous soyez un "Télé-sportif", que vous soyez un "tout-petit", que vous soyez tout simplement un téléspectateur qui aime se détendre en regardant la télé... vous avez tous un point en commun: **VOTRE TV PLUS!**



40¢

ACHÉTEZ VOTRE EXEMPLAIRE DES MAINTENANT!

NE LE MANQUEZ PAS!

le courrier de l'horticulteur

Patates veinées

"Ca fait deux ans que mes patates sont veinées (en noir) de nous écrire Mme B. Faucher d'East Broughton. Ces veinées n'apparaissent qu'après les avoir pelées. Je suis obligée d'en jeter beaucoup. L'an dernier, je n'avais pas acheté des patates de semence, mais cette année je m'étais procuré des semis de première qualité. Toutes ne sont pas atteintes".

Le problème que vous soulevez peut s'expliquer de plusieurs façons, selon l'agronome Maurice Marcotte de la division de l'horticulture au service des productions végétales du ministère de l'Agriculture du Québec. Cependant, sans spécimen, il lui est difficile de faire un bon diagnostic. Toutefois, il est porté à croire qu'il s'agit de coquer noir. La cause en est le manque d'oxygène durant la croissance ou l'entreposage. La patate est un être vivant qui respire. Si le sol est humide, trop lourd, si les tubercules sont placés dans des sacs de plastique ou manquent d'air, le noircissement à divers degrés d'intensité peut survenir.

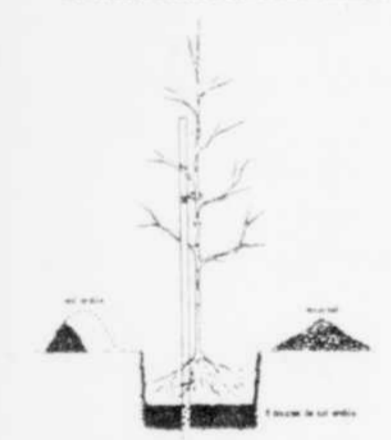
Cendre de bois

"Pourriez-vous nous dire si la cendre de bois que l'on enlève des poêles est profitable au potager? Certains disent non parce que ce serait trop fort et d'autres affirment le contraire", nous écrit Mme Marthe Gasse de Sainte-Marthe.

Comme fertilisant, la cendre de bois contient surtout de la potasse en petites quantités et beaucoup de calcium, de répondre M. Roland Gilbert, agronome en chef à la division de l'horticulture d'Agriculture-Québec. Si le sol est acide, la cendre est bénéfique car elle abaisse le pH du sol, soit son acidité. Au contraire, lorsque le sol est alcalin, soit un pH plus élevé que 7, l'effet de la cendre peut être caustique si les applications sont rejetées et généreuses. Il est donc sage de connaître le pH du sol avant de l'utiliser et s'il est élevé de s'en abstenir. En somme, les gens qui prétendent que la cendre de bois est très bonne l'ont appliquée sur des sols arides sans le savoir. S'ils répètent trop souvent, ils seront forcés de dire le contraire.

Plantation d'arbres

M. Paul Leclerc de Saint-Charles



Ce croquis illustre la bonne façon de planter un arbre.

à dû abattre ses érables de 200 ans. Il désire les remplacer par d'autres, sélectionnés dans son érablière et demande toutes les informations essentielles pour réussir. La réponse vaut pour les autres espèces aussi.

Il ne devrait pas y avoir de difficultés à planter des érables provenant de votre érablière, en autant que vous suiviez les directives suivantes, proposées par l'agronome Roland Gilbert.

- choisissez le sujet dans un endroit ensoleillé,
- avant l'arrachage, marquez le côté nord, afin de le placer dans la même exposition qu'il avait au boisé,
- ne le choisissez pas trop gros, mais bien charpenté et droit,
- préservez le plus de radicelles (petites racines) possible lors de l'arrachage,
- plantez à un pouce plus profondément que sa position initiale,
- faites une tranchée suffisamment large pour bien étaler le système racinaire,
- mélangez de la poudre d'os, assez généreusement, à la terre végétale que vous déposerez au fond de la fosse et sur les racines,
- évitiez la formation de poches d'air en soulevant légèrement l'arbre d'un mouvement de haut en bas,
- terminez le remplissage de la fosse,
- fertilisez avec un engrais tel 6-9-6 ou du même genre,
- attachez l'arbre pour éviter le bris des radicelles suite au secouement de l'arbre sous l'action du vent.

Faites parvenir vos questions à: Le courrier de l'horticulteur, LE SOLEIL, 390 est. rue Saint-Vallier, Québec, G1K 7J6.



Il est préférable de tailler le quart de la pousse des branches d'un arbre caduque, sans toucher au tronc.

Place Royale

Des étudiants en architecture ont scruté deux maisons à restaurer

par Vianney DUCHESNE

L'atelier de l'École d'architecture de l'université Laval à place Royale fut un laboratoire où les étudiants ont pu profiter d'un milieu physique et humain pour développer leur sens de la restauration et de la préservation. Ce fut peut-être aussi un avant-goût de ce que pourrait être une école d'architecture ayant pignon sur rue dans ce berceau de la civilisation française en Amérique du Nord, un rêve que caresse et défend le directeur de cette institution universitaire, M. Joseph Baker.

En effet, pour la première fois, des étudiants universitaires en architecture ont bénéficié de locaux à place Royale pour y travailler sur des projets au programme du premier trimestre de la deuxième année. L'architecte André Robitaille, un pilier de première heure dans la restauration de cet ensemble d'une soixantaine d'immeubles, a eu la responsabilité de ce laboratoire. Il a profité de la présentation publique des résultats des recherches de ses élèves pour souligner l'importance d'une telle expérience et souhaiter sa répétition, grâce à la collaboration de la Direction du patrimoine du ministère des Affaires culturelles.

Les étudiants avaient à choisir entre la restauration de la maison Paradis et celle appelée Gervais-Beaudoin. Dans les deux cas on avait déjà procédé aux fouilles archéologiques; la première maison conserve encore des témoins de toutes ses périodes, sauf pour le toit, tandis que la deuxième a déjà fait l'objet de certains travaux. Ainsi, les contraintes n'étaient pas les mêmes.

En gros, il s'agissait pour les futurs

architectes de dresser les plans de restauration et de suggérer des fonctions à ces maisons. Il fallait bien sûr les mettre en valeur en tenant compte des idées prépondérantes exprimées à l'occasion du colloque de la place

Royale, mais aussi de leur trouver des vocations pour assurer la viabilité. On devait d'une part intégrer les maisons à l'ensemble de la place et les animer si le fait de les montrer n'était pas suffisant.

Comme l'a souligné M. Robitaille, tout a été axé autour de l'esprit de la philosophie contemporaine de restauration qui vise à mettre un bâtiment en valeur. Selon lui, les propositions ont été présentées de façon élégante et on y trouve beaucoup de spontanéité même s'il faut admettre que c'est un travail étudiant qui a ses limites. Le grand avantage d'un tel atelier est double: les étudiants sont confrontés sur place avec la population et les contraintes physiques et ils peuvent bénéficier des spécialistes sur les lieux.

Parmi les idées d'animation des bâtiments il a été suggéré, pour la maison Paradis: un centre d'interprétation, un centre de peinture, un centre de musique, un café et finalement, en faire une maison du peuple. Dans le cas de la maison Gervais-Beaudoin, on a recommandé: un centre de documentation, un centre d'interprétation du patrimoine, un magasin, un marché d'alimentation, un avant-poste de l'école d'architecture, des ateliers pour les jeunes et un café-théâtre. Dans certains cas, plusieurs de ces fonctions pourraient être dispersées dans l'une ou l'autre des maisons.

Le directeur du patrimoine au ministère des Affaires culturelles, M. Bernard Ouimet, s'est dit encouragé par le fait que l'intérêt du patrimoine existe dès le début de l'école d'architecture. En ce sens, il a laissé entendre que son service est prêt à collaborer.

D'autant plus, selon M. Ouimet, qu'on a toujours besoin d'air frais et d'imagination. L'atelier a permis de mettre à profit, à l'école d'architecture, les connaissances des professeurs et des spécialistes du ministère; c'est donc une aide réciproque.



L'architecte André Robitaille expliquant une des propositions d'utilisation de la maison Gervais-Beaudoin présentée par un de ses élèves.

Maisons modernes exclusives

- Développement exclusif
- Nombreux terrains boisés à \$1.10 pi.ca.
- A St-Jean-Chrysostome
- Sur le bord de la Chaudière
- A St-Romuald
- Ou construction sur votre terrain
- A 10 minutes des grands centres
- Documentation disponible sur place



Bureau des ventes:

- St-Jean-Chrysostome 1104 de l'Eglise
- St-Romuald 252 Beaumont

839-8645

Sorties: Route 20 (sortie 318) Autoroute de la Beauce (sortie 128)

Si vous avez un problème de CONDENSATION ou de BUEE dans les fenêtres NOUS AVONS LA SOLUTION!

Nous pouvons régler ces problèmes d'humidité. Assurez-vous d'un confort permanent au foyer, consultez un spécialiste.

RESIDENTIEL - COMMERCIAL

OVILA GARNEAU ENR. 661-6025
Entrepreneur général

11 1/4 %

Notre dernière maison dans ce secteur. 3 chambres, 1 1/2 salle de bains, très grand salon, salle à dîner, cuisine fonctionnelle, terrain de 9,425 pi. ca., prêt pour pelouse, directement du constructeur.

\$12,000 comptant
\$593.74 par mois

Profitez de notre taux d'hypothèque pour les 5 prochaines années.

Ouvert samedi et dimanche au 4336, Turcotte, Cap-Rouge

habitat préfab inc.

UN NOM À RETENIR

à votre service depuis 9 ans

COMPÉTENCE: accrédité auprès du programme de certification des maisons neuves

QUALITÉ: matériaux de premier choix

EXPÉRIENCE: plus de 1000 unités de maisons construites

RESPONSABILITÉ: une seule entreprise responsable de tous les travaux

CHOIX: du plus simple au plus luxueux

HEURES D'OUVERTURE
lundi au vendredi de 9h à 21h
samedi 9h à 17h dimanche 13h à 17h

2144, BOUL. HAMEL DUBERGER

687-0300

En France et au Mexique Chantiers archéologiques pour les étudiants d'ici

par Vianney DUCHESNE

La Société d'archéologie de la Nouvelle-France entend faire preuve de créativité et exercer des pressions auprès du ministère des Affaires culturelles pour le convaincre de mettre plus de chantiers d'archéologie à la disposition des amateurs et promouvoir la création d'une école québécoise vouée à cette science.

C'est du moins ce qu'a révélé l'archéologue René Lévesque, vice-président de la société, au cours d'une assemblée de cet organisme. Il a du même coup fait savoir que la France et le Mexique offrent des stages à des étudiants d'ici, au cours de l'été prochain, en mettant des sites archéologiques à leur disposition. L'an dernier, Ville-Franche-sur-Mer avait offert son hospitalité à un groupe de membres de la Société d'archéologie de la Nouvelle-France invités à y procéder à certains travaux archéologiques.

On prévoit que cette année de 50 à 70 personnes pourront se rendre en France pour procéder à des fouilles dans divers sites dont certains sont gallo-romains ou préhistoriques. A 80 kilomètres de Nice, des étudiants procé-

ront à des fouilles sous une église du 11e siècle.

Le Mexique est prêt à accueillir 25 personnes, principalement au Yucatan, pour travailler sous les directives de spécialistes locaux. On offre aussi d'effectuer certaines fouilles et relevés à l'occasion des travaux au métro de Mexico.

Bien entendu, les étudiants doivent contribuer financièrement à ces stages en payant le coût du transport et en prévoyant déboursier environ \$5 par jour pour la nourriture; le gîte est assuré. M. Lévesque espère que des sommes données pour ces frais puissent être déduites comme dons aux fins de l'impôt. En tout cas, des démarches sont faites en ce sens actuellement. Ainsi on faciliterait le ramassage de fonds.

Chantiers québécois

Au niveau du Québec, la Société d'archéologie de la Nouvelle-France veut faire de l'archéologie une activité privilégiée. C'est ainsi que l'on souhaite qu'il soit plus facile pour les amateurs de procéder à des fouilles archéologiques sous la responsabilité d'un spécialiste. La Commission des biens culturels du Québec verrait d'un

bon oeil une telle politique, selon les propos de M. Lévesque.

Les membres de la société seraient bien heureux de pouvoir disposer d'un site dès cet été. Ils tentent aussi de pouvoir compter sur un chantier permanent dans le nord québécois et d'un site de 40 kilomètres par 40, à proximité de la région de Québec, pour y procéder à des relevés.

Au ministère des Affaires culturelles, un porte-parole a expliqué au SOLEIL que les fouilles archéologiques sont soumises à la Loi 4 sur les biens culturels. Cette loi stipule qu'il faut un permis du ministère pour procéder à des fouilles archéologiques. Une demande de permis est d'abord étudiée par la Commission des biens culturels qui l'achemine par la suite à la Direction de l'archéologie avec ses recommandations.

La requête est étudiée à partir de la compétence du requérant, selon ce porte-parole. "Il faut que la responsabilité de la fouille incombe à un archéologue professionnel dont l'expérience est reconnue", a-t-il dit. Il a tenu à préciser qu'un site archéologique est unique et qu'en le fouillant on le détruit. Il faut donc y apporter toutes les précautions nécessaires.

Finalement, il a précisé que le ministère accorde annuellement une quarantaine de permis de fouille et que très peu de demandes sont refusées.

Dans l'immediat, au moins une bonne nouvelle pour les amateurs de l'archéologie: M. Lucien Guimond a fait savoir que le chantier du château

Bigot, à Charlesbourg, sera de nouveau ouvert cette année pour le public et cela pour une période de trois semaines au mois d'avril.

Un autre chantier fort intéressant pour la population québécoise se dessine à l'horizon: les vestiges de l'église Notre-Dame-de-Foy.

Le marcottage aérien avantageux

La multiplication d'une plante par le marcottage aérien fait peur à bien des amateurs de l'horticulture. Aussi, la journée d'échanges des plants du SOLEIL est peut-être la motivation nécessaire pour tenter cette expérience.

En effet, le marcottage aérien est souvent la meilleure façon de récupérer une vieille plante qui a perdu sa beauté en même temps que ses feuilles du bas. Par le marcottage on fait une nouvelle plante (parfois même plusieurs) avec la partie du haut alors que le plant-mère, par la suite, retrouvera sa forme des beaux jours avec un peu de soin.

Non seulement vous serez fiers d'avoir réussi ce que vous pensiez impossible, mais vous aurez en plus une jolie plante à échanger le 3 mai prochain à l'occasion de la journée d'échanges de plants du SOLEIL.

En effet, c'est le premier samedi du mois de mai que se déroulera cette manifestation appréciée par des centaines d'amateurs depuis trois ans. Cette année, le rendez-vous est à la Gare du palais et non dans le garage intérieur du SOLEIL comme par les années passées. Comme d'habitude, tout sera gratuit et les échanges devraient se dérouler entre 10h et 13h. Nous vous préciserons ces heures au cours des prochaines semaines.

Pour ceux qui ne le sauraient pas, cette journée d'échanges est organisée dans le seul but de permettre à nos lecteurs d'échanger d'une à cinq plantes, mais pas plus de deux de la même espèce, pour varier à bon compte leur collection. Nous suggérons alors d'en profiter pour apporter des plants que l'on a partis à la maison, bien qu'il soit permis aussi d'échanger une plante devenue trop grosse ou que l'on a en plusieurs exemplaires. La seule exigence que nous ayons est la qualité.

Marcottage aérien

Cette méthode est avantageuse pour un grand nombre de plantes comme à titre d'exemple: Dieffenbachia, Dracaena, Aglaonema, Aralia,

Ficus (les plantes caoutchouc); en somme, les plantes ligneuses.

Le marcottage aérien consiste à faire une incision sur le tronc de la plante et de l'enrouler avec manchon humide pour favoriser le développement des racines. L'opération prend d'un à trois mois, selon la plante et les conditions.

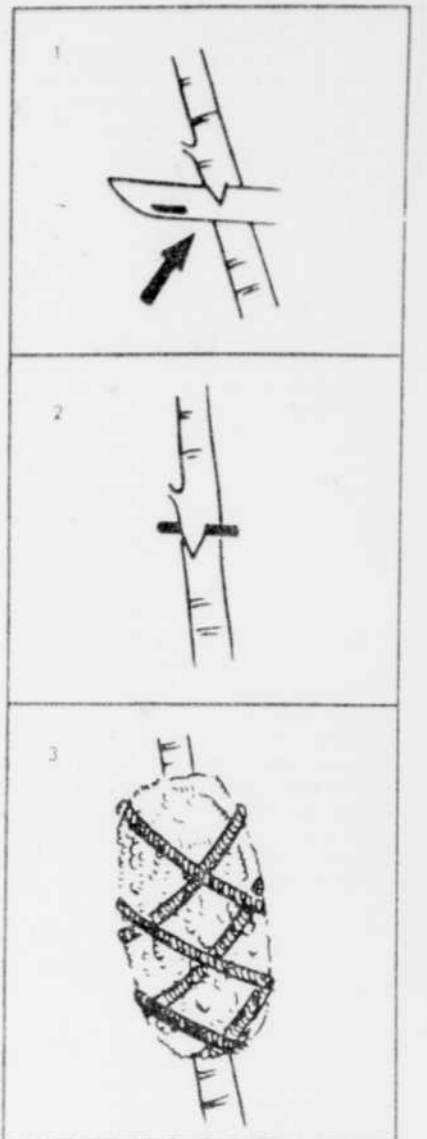
Tout d'abord, munissez-vous d'un couteau bien aiguisé ou, encore mieux, d'une lame. Choisissez l'endroit de l'entaille: de préférence moins d'un mètre du sommet de la plante car plus le tronc est vieux, plus l'enracinement est difficile. S'il le faut, enlevez les feuilles à l'emplacement choisi.

Faites une incision en coupant la tige sur une profondeur d'un tiers à la demie de son épaisseur, en un angle d'environ 45 degrés. Insérez un cure-dent dans cette plaie pour éviter la cicatrisation.

Une nouvelle méthode, selon M. Gaetan Hamel du Centre jardin Hamel, consiste à décortiquer l'écorce tout autour de la tige, sur environ un demi-pouce de hauteur. Cet écorçage doit être situé entre 14 et 34 de pouce sous un noeud ou une cicatrice foliaire.

Le manchon, constitué de mousse de sphagnum ou de ouate bien humidifiée entoure cette incision. Un morceau de plastique transparent attaché au bas et au haut du manchon permettra de le conserver humide. A chaque semaine il faudra d'ailleurs vérifier cette humidité. Un manchon de deux à trois pouces de diamètre par quatre à cinq de hauteur, pressé sur la tige, est suffisant.

Quand vous verrez suffisamment de racines à travers la mousse ou la ouate, enlevez le plastique, coupez la tige sous la marcotte et mettez-la en terre avec la mousse ou la ouate. Couvrez-la d'un sac de plastique pour encore quelques jours en faisant en somme un genre de serre avec votre pot. Ne jetez pas la plante-mère car avec un minimum de soins elle produira de nouvelles pousses.



Ces dessins tirés du volume "Les plantes d'intérieur" de Paul Pouliot aux Editions de l'homme, illustrent fort bien la façon de tailler et de placer le cure-dent avant d'enrouler la sphagnum ou la ouate autour de la plante.

A BEAUPORT

SPECIAL DE FEVRIER

MAISONS A CONSTRUIRE

Beaux sites avec vue sur Québec et le fleuve. Pres des services. Nombre de terrains limité.

PRIX A PARTIR DE \$43,800 (terrain inclus)

Maison modèle ouverte tous les soirs de 19h à 21h, samedi et dimanche de 13h à 16h30, au 754, du Cinéac (aussi construction sur votre terrain - rénovations).

Les Constructions RENE BELISLE INC. Beauport
Tél.: 667-6934

Un poêle qui fait baror chaud au coeur

Fonction: poêle, foyer ou fournaise à combustion lente, muni d'une soufflerie et fabriqué au Québec. Dimensions: H. 30" - L. 30" - P. 31"

PIERRE DION
779 SABBREVOIS 656-1724 SAINTE-FOY
NOUS VENDONS ET INSTALLONS Foyers PÉRIODIQUES ET CHÈMINÉES RESIDENTIELLES

Revue **MAISONS D'ICI**

GAGNEZ CETTE MAISON d'une valeur de \$50,000.

Abonnez-vous dès maintenant à « MAISONS D'ICI »

Pour chaque numéro, vous recevrez un billet de tirage par la poste.

Dans notre premier numéro:

- Plus de 68 pages
- Des reportages
- Un cours de décoration intérieure
- L'aménagement paysager
- Des centaines de photos
- Comment choisir sa maison?
- L'architecture
- Le bricolage
- Produits nouveaux
- Le décapage et plus encore...

EN VENTE PARTOUT DES LE 20 MARS

OUI, je désire recevoir -Maisons d'ici-!

Nom

Adresse

Ville

Code postal

Cochez

\$ 2. — 1 numéro — 1 billet de tirage

\$ 6. — 3 numéros — 3 billets de tirage

\$20. — 11 numéros — 12 billets de tirage

Expédiez votre chèque ou mandat à:

MAISONS D'ICI
859, St-Jacques
C.P. 607
St-Jean-sur-Richelieu
J3B 6Z8

MAISON A VISITER

14h à 17h tous les jours
19h à 21h lundi au vendredi

4583, Pierre-Dugal Cap-Rouge

"Qui aime bien, bâtit bien"

653-3168
653-1864

les habitations **Y. Faucher**

LES PREUVES SONT FAITES CHEZ MAISONNEC

Si tu veux finir ta maison toi-même ou si tu veux ta maison entièrement terminée, viens nous voir.

1621-8018 Permis de construction

* Construction partout au Québec

* Terrain disponible

MAISONNEC

839-6707 872-4610
338-4521

Voulez-vous savoir pourquoi nos clients sont si fiers de leurs maisons?

LES MAISONS batitec

C'est comme un bon vin, elles sont construites par des maîtres selon des normes très spéciales. Leur valeur augmente du simple fait de les posséder.

VEZ NOUS VOIR

Vous comprendrez pourquoi nous nous sommes gagnés la confiance de tant de monde.

ATTENTION: NOUS AURONS UNE QUANTITE LIMITEE DE MAISONS POUR OCCUPATION LE PREMIER JUILLET PROCHAIN.

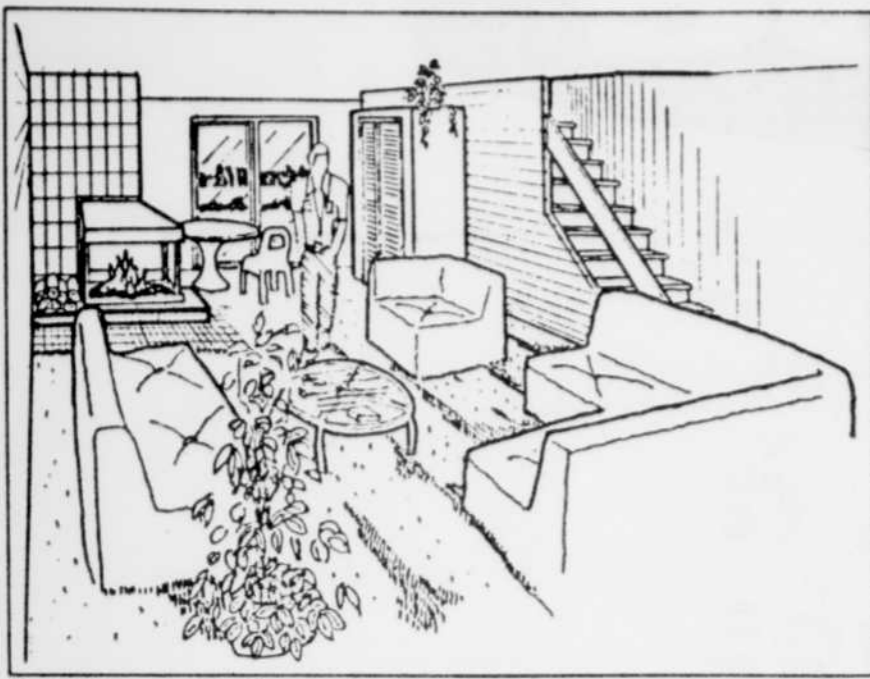
batitec

2122 BOUL. HAMEL, angle du Vallon

Nous construisons selon les normes et la technique "STRUCTOME"

STRUCTOME

Nouveaux modèles pour diminuer le coût des maisons



Un intérieur confortable et pratique.

A peu près tous les intervenants du monde de l'habitation sont à la recherche de la maison unifamiliale qui correspondra aux aspirations du futur propriétaire québécois tout en répondant à ses besoins et à ses goûts. Une nouvelle conception de la maison en ce sens vient d'être mise de l'avant.

En effet, au cours d'une conférence d'information, hier, les urbanistes-conseils Gaston Saint-Pierre et associés et les Constructions Larivière et frères, ont fait savoir que des recherches intensives d'un an les avaient amenés à mettre au point une nouvelle formule d'habitation. Il s'est agi, pour eux, de modifier l'allure traditionnelle de la maison pour la mouler aux contraintes d'aujourd'hui.

Comme ils l'ont souligné au cours de la conférence d'information, le problème ne résidait pas dans "qui doit payer quoi", mais plutôt dans "quoi faire pour diminuer les coûts" pour faciliter l'accessibilité à la propriété. Les concepteurs sont donc partis de ce principe en lui ajoutant le fait que 65 pour 100 des couples

préfèrent encore la maison unifamiliale isolée et que cette dernière ne s'autofinance qu'à partir d'une occupation du sol d'au moins 10 logements à l'acre.

Les recherches de ces spécialistes en habitation rejoignent donc celles de l'Association des constructeurs d'habitations de la région de Québec qui ont lancé dernièrement un concours pour susciter la création d'un modèle de maison qui coûterait moins cher à construire tout en répondant aux goûts des consommateurs. Les résultats de ce défi seront connus au début du mois de mars prochain.

Les urbanistes-conseils Saint-Pierre et associés et les Constructions Larivière, pour leur part, ont créé trois modèles de maison qui, selon eux, "peuvent s'adapter sur des lots d'environ 40 pieds de largeur et dont les

coûts sont accessibles à l'acheteur et la rentabilité assurée pour les villes".

Les plans ont été mis au point à partir de critères bien précis: offrir à l'acheteur la plus grande flexibilité possible dans l'aménagement interne du bâtiment et dans le choix des matériaux; adapter le bâtiment au mode de vie de l'acheteur et non l'acheteur au type de bâtiment; permettre un aménagement évolutif de l'intérieur du bâtiment; intégrer l'aménagement intérieur aux aménagements extérieurs du terrain; éliminer les pertes d'espace dans le bâtiment en supprimant les couloirs trop souvent inutiles; améliorer l'éclairage; diminuer les coûts de construction tout en améliorant la qualité et l'esthétique et, finalement, permettre la construction sur des terrains de 40 pieds de façade, tout en répondant aux besoins du marché et à la rentabilité

municipale de la maison unifamiliale isolée.

Les auteurs des trois projets ont expliqué être motivés par le fait que, jusqu'à maintenant, les tentatives pour faire accepter un nouveau mode d'habitation ont été infructueuses. Tout de même, face aux coûts croissants et à la rareté des terrains, il faut tout de même en arriver à une autre formule que celle mise de l'avant dans les solutions conventionnelles.

Jusqu'à maintenant, ont-ils précisé, on avait mis l'accent sur les constructions d'habitations unifamiliales isolées avec marge latérale "zéro"; les constructions d'habitations jumelées, en rangée et les constructions de maisons multifamiliales sous toutes leurs formes. Or, le marché a toujours semblé réfractaire à ces solutions nouvelles.

SCHL: 25 ans consacrés à l'amélioration du logement

A peu près tout le monde s'accorde pour dire que les Canadiens sont un des peuples les mieux logés au monde. La Société canadienne d'hypothèques et de logement, qui célèbre ses 25 années de prêts assurés, se vante donc, à juste titre, de ne pas être étrangère à cette haute qualité de l'habitation.

Il faut dire qu'au Canada environ la moitié du parc immobilier, soit quelque 7 1/2 millions de logements, ont été construits depuis la dernière guerre. Ce sont donc en général des habitations encore en bon état et pourvues des commodités essentielles.

Au cours des 40 dernières années, les Canadiens ont investi beaucoup plus que \$100 milliards dans la construction résidentielle. La Société canadienne d'hypothèques et de logement (le terme centrale a été remplacé par canadienne) a contribué au moins au tiers de ces logements, au cours du dernier quart de siècle, par le biais de ses prêts directs ou assurés en vertu de la Loi nationale sur l'habitation.

Dans la seule région métropolitaine de Québec, depuis 25 ans, l'organisme fédéral a favorisé la construction de 46,189 unités de logement

(maisons unifamiliales et immeubles multifamiliaux) en octroyant des prêts ou en garantissant des emprunts hypothécaires auprès des prêteurs agréés. On peut estimer que ces logements ont nécessité des investissements de plus de \$800 millions.

Nouvel élan

C'est en 1954 que la Société canadienne d'hypothèques et de logement a donné un véritable élan à l'industrie de la construction domiciliaire en assurant les prêts hypothécaires: on ouvrait alors la porte de la propriété unifamiliale à plus de ménages canadiens, les prêteurs étant assurés d'être remboursés si les entrepreneurs ou les propriétaires ne s'acquittaient pas de leur obligation hypothécaire.

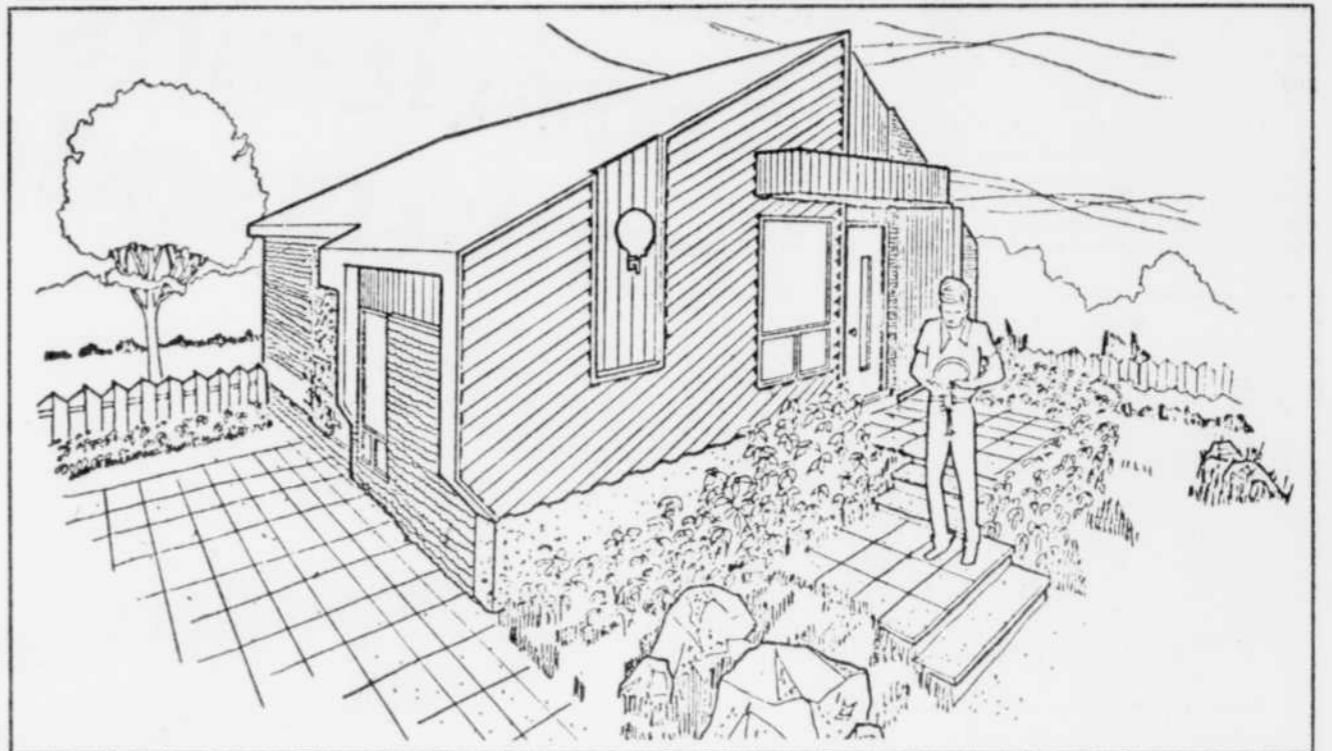
M. Fernand Alain, président de BA Construction Ltée de Laval, se rappelle de cette époque puisqu'il est dans ce milieu depuis 1951. Selon lui, l'organisme fédéral a non seulement permis à beaucoup de familles à revenus modestes d'accéder à la propriété, mais aussi de compter sur un capital appréciable depuis que l'inflation a grandement renchéri l'habitation.

Au même moment, le gouvernement a autorisé les banques à consentir des prêts hypothécaires. Auparavant, seules les compagnies d'assurance-vie, de prêts et de fiducie oeuvraient dans ce domaine. Ainsi, les prêts étaient tout d'un coup beaucoup plus accessibles, tant par les fonds disponibles que par le fait que les banques possédaient des succursales partout au pays.

Le spécialiste de la construction souligne aussi le fait, dans un communiqué de la société canadienne, que le service d'inspection de cette dernière a fortement contribué à garantir la qualité de la construction. "Les règles de la SCHL nous ont sans

doute permis de construire de très bonnes maisons", dit-il.

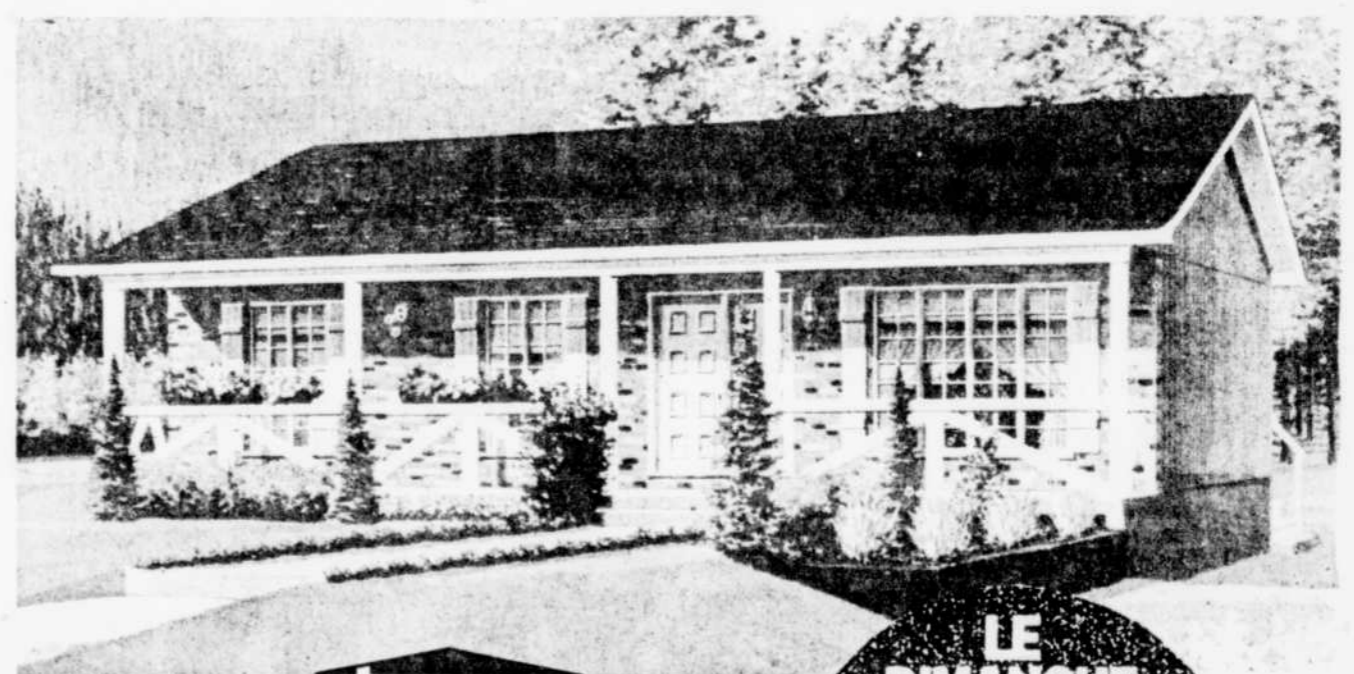
Dans les villes où il n'y a qu'une seule industrie, comme à Thompson au Manitoba ou à Sept-Îles au Québec, l'organisme fédéral a aidé à créer davantage un climat de marché ouvert. Le vieux concept de marché fermé, tel que celui qui existait à Thompson, remonte aux jours de la Compagnie de la Baie d'Hudson, alors qu'elle était propriétaire de tous les biens de la ville, y compris les maisons.



L'allure traditionnelle de la maison modifiée pour répondre aux contraintes d'aujourd'hui.

Dimanche-Matin et le réseau Radiomutuel

offrent cette superbe maison pour Pâques



delvista LIVICO
Maison d'une valeur approximative de \$40,000.00 incluant terrain, les fondations - façade de brique, aluminium sur 3 faces, chauffage électrique, armoires et la peinture (2 couches) - Livrée à l'endroit de votre choix au Québec.

Écoutez du lundi au vendredi
CJMS CJRP CJRC CJRS CJTR
les tirages ont lieu entre 7h30 et 8h a.m.

voilà votre coupon dans le
Dimanche-Matin



BEAUPORT
243 rue St-Jules / près du boul. de la Capitale
663-3817

364 rue Seigneuriale / près de la rue Nordique
663-7588

CAP-ROUGE
773 rue Jean-Cantlin / près du golf de Cap-Rouge
663-7588

drouin & parent
CONSTRUCTION INC.

Un soleil à soi...

terrains seuls à vendre un peu partout
résidentielle / commerciale / industrielle / rénovation / restauration

GASTON GAGNÉ INC.
25 ANS D'EXPERIENCE
A VOTRE SERVICE

Avant d'acheter vérifiez:
COMPETENCE, HONNETETE, SOLVABILITE
MAISON MODELE A VISITER:
306, rue Elise, Charlesbourg
BUR.: 623-3948. RES.: 626-4325

GRANLIEU
BOURG-ROYAL
CAPITALE

Remo
663-7642
CONSTRUCTION DOMICILIAIRE
Au bord de la rivière Beauport
Rue Grenier (angle Seigneuriale) Beauport

Un nid à toi

la presse

la presse

Audacieux coup du Canada en Iran

Américains cachés à l'ambassade, sauvés

EXCLUSIF

Jean PELLETIER
de notre bureau de Washington

Moment favorable

De sources fiables, LA PRESSE a appris que le gouvernement iranien a des intentions sérieuses de libérer les otages américains après avoir vu la conclusion que si le pays n'est pas libéré, il y aura un moment d'attente avant que les otages soient libérés. Les sources ont expliqué que les autorités iraniennes ont en réalité beaucoup de détails de ces otages, mais qu'elles ne veulent pas les divulguer. Elles ont dit que les otages américains sont en sécurité et qu'ils sont en bonne santé. Elles ont dit que les otages américains sont en sécurité et qu'ils sont en bonne santé.

la presse

L'ambassade en état à son deuxième coup

Jean PELLETIER
de notre bureau de Washington

Vedette du journalisme international.

Le Président et Éditeur, Roger Lemelin

Notre première mondiale

Hier, le 29 janvier 1980, s'inscrit en lettres d'or dans la longue et tumultueuse histoire de LA PRESSE.

En effet, LA PRESSE, sous la plume de notre correspondant à Washington, Jean Pelletier, a fait au monde entier, en exclusivité, l'extraordinaire nouvelle qui apprenait à tous que notre ambassade canadienne à Téhéran, sous la courageuse gouverne de notre diplomate Kenneth Taylor, avait hébergé secrètement plusieurs diplomates américains qui ont pu quitter l'Iran en même temps que le personnel de notre ambassade, fermée temporairement. Quand on songe à l'armée des journalistes américains et européens qui ont appris cette nouvelle de LA PRESSE, on est fier.

Jean Pelletier suivait cette piste depuis le 10 décembre.

Nous savions que divulguer prématurément ce lourd secret par un quelconque besoin d'épurer le portrait des vies humaines en danger. Cela n'est plus le cas.

On entend tellement de critiques contre les journalistes que, lorsque survient un tel événement, on est heureux de constater que non seulement l'équipe de journalistes de LA PRESSE s'en trouve grandie, mais toute la profession. LA PRESSE se réjouit d'avoir décidé il y a trois ans de consentir des déboursés importants afin d'envoyer en poste ses propres journalistes aux points chauds du monde.

Nous sommes heureux d'appartenir à cette famille de journaux pour qui la réputation des gens compte au premier chef, pour qui le filon du scandale est évité le plus possible, pour qui la vie humaine et la liberté des individus passent au premier rang des préoccupations de notre métier. Nous connaissons nos devoirs moraux et essayons de notre mieux de les bien servir. Nous sommes tous fiers de compter parmi nos collègues des journalistes responsables, en ce cas-ci, et la direction de l'Information chapeautée par l'Éditeur adjoint, Jean Sisto.

Pour le prestige du Canada, cet exploit de Kenneth Taylor à Téhéran nous attire l'admiration mondiale, le respect pour nos diplomates. Qui sait, la bourde de transfert proposée de l'ambassade canadienne à Jérusalem est peut-être maintenant effacée.

tout le monde en parle!

Si vous voulez nous en parler...



(514) 285-7306